

BILAN D'UN AN DE GUERRE EN IRAK

**ANALYSE DES COÛTS
ET DES ÉLÉMENTS DÉCLENCHANTS**

Caroline Pailhe

en collaboration avec

Valérie Peclow et Federico Santopinto

(15 mars 2004)

© Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)

rue Van Hoorde, 33
B-1030 Bruxelles

Tél.: (32.2) 241.84.20

Fax: (32.2) 245.19.33

E-mail: admi@grip.org

Website: www.grip.org

Sommaire

Introduction	7
I. La menace irakienne – De la destruction massive à la manipulation massive	9
A. La course à la manipulation	9
1. Avant 1991, les capacités nucléaires, chimiques et biologiques de l'Irak	10
2. 1991-1998 : le démantèlement de la plupart des capacités irakiennes	10
3. Entre 1998 et 2002 : les doutes subsistent	10
- <i>Les évaluations des agences de renseignements au début de 2002</i>	11
4. 2002 : la dramatisation de la menace	11
- <i>Les allégations de Londres et Washington fin 2002</i>	12
5. 2002-2003 : la reprise des inspections de l'UNMOVIC	12
- <i>Les résultats des inspections de novembre 2003 à mars 2004</i>	12
6. 2003-2004 : le résultat des recherches des forces occupantes	13
- <i>Le rapport intérimaire de l'Iraq Survey Group, le 2 octobre 2003</i>	15
B. Qui manipule qui ?	16
Annexes :	
- Bilan du dossier nucléaire irakien	17
- Bilan du dossier chimique irakien	18
- Bilan du dossier biologique irakien	19
- Bilan du dossier relatif aux missiles et aux systèmes d'export irakien	20
II. La lutte contre le terrorisme – Une guerre sans fin et contre-productive	21
- <i>Le plaidoyer de Colin Powell (5 février 2003)</i>	21
A. Une thèse toujours infondée depuis mars 2003	22
B. Saddam Hussein/Al-Qaida : une menace monolithique	22
C. Une riposte contre-productive	23
1. Al-Qaida continue de se développer	23
- <i>Les attentats attribués à Al-Qaida depuis le 11 septembre 2001</i>	24

2. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni : des pays à haut risque terroriste	24
- <i>Les 10 pays les plus à risque en matière de terrorisme en 2003-2004</i>	24
3. Un sentiment d'insécurité inégalé	24
4. Un anti-américanisme renforcé	25
- <i>Les Etats-Unis de plus en plus impopulaires</i>	
5. L'Irak : une nouvelle ligne de front	25
- <i>Les attentats meurtriers en Irak depuis le 1er mai 2003</i>	26
III. Le renversement de régime – Le mythe de la libération et de la reconstruction	27
A. Le mythe de la libération	27
1. Les promesses de libération : l'argument par excellence	27
2. Choisir entre la peste et le choléra	27
B. Gagner la paix après la guerre : le point faible de Washington	27
1. Un siècle d'interventions américaines : un bilan décevant	27
- <i>Bilan d'un siècle d'interventions américaines</i>	28
2. L'exemple de l'Afghanistan	28
C. L'engagement américain en Irak	29
1. Une planification tardive et irréaliste	29
2. Le réajustement de la politique américaine	30
- <i>Les principales échéances convenues entre le Conseil de gouvernement transitoire et l'administrateur Paul Bremer, le 15 novembre 2003</i>	30
3. Une politique contradictoire	30
4. Un avenir politique incertain	31
D. La reconstruction économique	31
1. Premiers échecs sans appel : l'insécurité généralisée et l'absence de services élémentaires	31
2. Halliburton and Cie	31
E. La priorité donnée à l'usage de la force	32
IV. Démocratiser le Moyen-Orient – L'« effet domino »	33
A. L'illusion de la démocratisation en chaîne	33

B. Les dictateurs ne sont pas des dominos	34
C. La libération de toute tutelle étrangère plutôt que la démocratie	34
D. La Libye et l'Iran : contre-prolifération vs. non-prolifération	34
E. Un nouvel habillage : l'Initiative pour le Grand Moyen-Orient	35
F. La maîtrise des armements au niveau régional : quand la politique dément la rhétorique	36
V. Les coûts de la guerre	37
A. Les suppléments accordés par le Congrès pour les années fiscales 2003 et 2004	37
- <i>Les différents suppléments de budget demandés au Congrès par le président Bush pour la guerre et l'occupation de l'Irak, depuis 2003</i>	37
B. Le coût de la guerre entre mars 2003 et mars 2004 : les estimations prudentes de l'administration	37
- <i>Le coût d'un an de guerre (mars 2003- mars 2004) selon l'administration</i>	38
C. Les estimations indépendantes	38
D. Comparons ce qui est comparable	38
- <i>Coûts pour l'année fiscale 2004</i>	
- <i>Le coût des guerres menées par les Etats-Unis au 20^e siècle (en USD 2002)</i>	38
E. Le budget à moyen terme : l'incertitude	39
F. Le budget de l'après-guerre : un choix politique	39
- <i>Les coûts de trois approches de reconstruction en Irak, 2004-2007</i>	40
VI. Le bilan humain	41
A. Les pertes militaires	41
1. Du côté de la coalition	41
2. Du côté irakien	41
B. Les pertes civiles	41
Conclusion	43
A. Un premier bilan	43

B. Les leçons à tirer	44
1. La dissuasion a fonctionné	44
2. Les inspections de l'UNMOVIC (2002-2003) et celle de l'UNSCOM (1991-1998) étaient efficaces	44
3. Il y avait une alternative à la guerre, coûteuse et menée sans soutien international	44
C. Des pistes pour l'avenir	45
1. En matière de lutte contre la prolifération	45
2. En matière de lutte contre le terrorisme	45
3. En ce qui concerne le Moyen-Orient	46
Annexe : Chronologie de la crise irakienne	47

Introduction

Les anniversaires sont souvent l'occasion de dresser le bilan de l'année écoulée et d'évoquer des pistes pour l'avenir. Un an après son déclenchement de manière unilatérale et en contradiction avec le droit international par les Etats-Unis et le Royaume-Uni, la guerre en Irak ne doit pas échapper à la règle. Car quoi que l'on puisse penser de cette intervention militaire et plus largement de la politique extérieure de l'administration américaine, l'enjeu qui se joue actuellement est énorme, à tous les niveaux.

En 2002 et 2003, cet événement majeur a bouleversé les relations internationales. L'avant-guerre a fracturé l'Alliance transatlantique, divisé la « vieille » et la « nouvelle » Europe et signé, à la grande joie des néo-conservateurs de l'administration Bush, la mise à l'écart – voire la disparition – des Nations unies dans la gestion de la crise.

Plus généralement, cette guerre, et l'occupation de l'Irak par les troupes américaines, pèsera de tout son poids sur les relations entre les Etats-Unis – voire le monde occidental – et le monde arabe – voire musulman – pour des décennies, comme l'ont fait en leur temps les occupations militaires américaines en Amérique latine, en Europe et en Asie.

Dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, les événements en Irak vont tout aussi sûrement affecter la volonté des Etats de s'engager solidement à coopérer pour mettre fin à la prolifération des armes de destruction massive (ADM). La guerre et ses suites vont également façonner pour longtemps les relations extérieures non seulement des Etats-Unis mais aussi de l'Union européenne, ainsi que la construction de celle-ci.

Or, un an plus tard, l'analyse des motivations et des objectifs qui ont présidé à cette entrée en guerre – ses éléments déclenchants – laisse apparaître un bien sombre bilan.

Ce rapport examine avant tout les quatre raisons soutenues par les Etats-Unis et le Royaume-Uni pour partir en guerre contre l'Irak et dresse, pour chacune de celles-ci, un bilan un an après. Les motivations étaient-elles fondées ? Les objectifs ont-ils été atteints ? En filigrane de cette analyse, c'est aussi l'efficacité de l'usage de la force pour parvenir aux objectifs premiers qui est passée au crible.

Le chapitre 1 analyse donc la menace que représentaient les armes de destruction massive irakiennes. C'était l'argument principal des réquisitoires américains et britanniques. Sont passées en revue les différentes étapes qui, depuis 1991, ont jalonné ce qui apparaît aujourd'hui comme une « entreprise de manipulation massive ».

Le chapitre 2 examine de plus près l'argument de la lutte contre le terrorisme et de la controverse concernant les liens entretenus entre l'Irak de Saddam Hussein et le réseau terroriste Al-Qaida. Même s'il est possible, comme l'affirme Paul H. O'Neill, ancien secrétaire américain au trésor, que le débat sur l'option de la guerre contre l'Irak commença dès l'arrivée de George Bush à la Maison-Blanche, il est clair que l'intervention américaine ne peut être comprise que dans le contexte des suites du 11 septembre 2001¹. Cette analyse est également l'occasion de faire le point sur cette lutte contre le terrorisme menée tambours battants par les Etats-Unis aux quatre coins du globe.

Le chapitre 3 examine un des objectifs secondaires de la guerre contre l'Irak – et le plus facile : le renversement du régime autocratique de Saddam Hussein. Un fois le dictateur déchu et la victoire militaire assurée, comment le Pentagone gère-t-il l'après-guerre qui doit théoriquement mener à la démocratisation du pays ?

Le chapitre 4 envisage enfin le remodelage du Moyen-Orient qui, selon les discours de l'administration américaine, était la seconde étape de la stratégie des Etats-Unis pour la région. L'objectif final était en effet de lancer une vague de démocratisation, par « effet de dominos » dans tout le Moyen-Orient, sur base de l'exemple irakien.

Les chapitres 5 et 6 viennent compléter un tableau pour le moins sombre. Les motivations de Londres et Washington pour partir en guerre ont en effet un prix, tant en termes financiers qu'en vies humaines.

De manière délibérée, ce rapport ne revient pas sur les crises institutionnelles profondes provoquées par le débat sur l'opportunité d'user de la force contre l'Irak, tant au sein de l'Alliance atlantique, de l'Union européenne ou des Nations unies. Ces faits marquants sont rappelés dans une chronologie placée en annexe du présent rapport.

1. Mike Allen, « O'Neill : Plan to Hit Iraq Began Pre-9/11 », *The Washington Post*, 11 janvier 2004.

Pour ce qui est de l'avenir, cependant, l'onde de choc provoquée par la guerre en Irak est encore trop palpable pour que ne se dégage une direction claire sur laquelle les relations internationales se moduleront désormais. L'année 2004 reste celle de tous les dangers où les adversaires d'hier – l'OTAN, l'UE et l'ONU – seront sollicités, voire courtisés, par les Etats-Unis pour un engagement en Irak. Et les décisions à cet égard seront tout aussi difficiles à prendre aujourd'hui qu'avant la guerre. Reste

que la page devra être tournée un jour, non pas pour légitimer, après coup, une aventure militaire, non plus pour se réapproprier une approche impériale et arrogante, contre-productive à long terme, mais pour qu'au minimum, les 25 millions d'Irakiens ne payent pas indéfiniment le plus lourd tribut de cette politique guerrière.

Caroline Pailhe,
Chargée de recherche

I. La menace irakienne

De la destruction massive à la manipulation massive

« Les renseignements que notre gouvernement et d'autres ont recueillis ne laissent aucun doute sur le fait que le régime irakien continue de posséder et de dissimuler certaines des armes les plus mortelles qui aient jamais été mises au point. »

« Dans un an, peut-être cinq, la capacité de l'Irak de nuire aux autres pays serait multipliée à l'infini. »

« La sécurité du monde exige le désarmement immédiat de Saddam Hussein. »

George W. Bush, « Address to the Nation on War with Iraq », discours prononcé à Washington, D.C., 17 mars 2003

Les faits sont là et on ne peut y échapper : il n'y a pas d'armes de destruction massive (ADM) en Irak. Le président George W. Bush, figure emblématique de la politique américaine, était pourtant catégorique. Les Etats-Unis portaient en guerre pour contrer la menace immédiate que représentaient, pour les Etats-Unis, les armes de destruction massive irakiennes. Que se soit dans la première argumentation du Président, le 7 octobre 2002, à la déclaration de guerre du 17 mars 2003, l'objectif était clair : « Saddam Hussein doit désarmer de lui-même, sinon, afin de préserver la paix, nous allons conduire une coalition pour le désarmer »².

Au niveau international également, notamment tout au long des négociations au sein des Nations unies, avant, pendant et après l'envoi d'une équipe d'inspecteurs en désarmement, le débat se focalisait lui aussi sur cette question centrale des ADM. Le but de la résolution 1441 du Conseil de sécurité du 8 novembre 2002, était bien de « parachever de façon complète et vérifiée le processus de désarmement » de l'Irak (par. 2). L'argumentation de Colin Powell devant le même Conseil de sécurité le 5 février 2003 n'avait pas d'autre thème. Toutes les autres considérations n'ont été au mieux que des compléments au dossier à charge.

Sur ce que représentaient exactement ces ADM, les déclarations officielles américaines et britanniques ont varié au fil du temps. S'il s'agissait au

départ de trouver et détruire des « stocks massifs » détenus par Bagdad, il fut ensuite question d'arrêter des « programmes » d'armement, puis des « capacités » de production et finalement des « capacités de développement »³.

Plus terre-à-terre, le secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, déclarait quant à lui, après la guerre, que la menace des ADM avait été mise en avant « pour des raisons administratives » et parce que sur ce sujet « tout le monde pouvait se mettre d'accord »⁴.

Un an après le déclenchement des hostilités, le bilan est en tous cas catastrophique. Entre les affirmations officielles américaines et britanniques d'une part, les résultats engrangés par les inspecteurs de l'ONU de l'autre et les éléments mis en exergue par les équipes de recherche américaines, c'est une véritable entreprise de manipulation qui se dessine.

A. La course à la manipulation

Entre la période qui précède la première crise du Golfe de 1990-1991 et début 2004, soit un an après l'intervention militaire américaine et britannique, de nombreux éléments s'entrecroisent et jalonnent cette « manipulation massive » relative à la capacité non conventionnelle de l'Irak de Saddam Hussein. Les principaux éléments et les étapes majeures du dossier sont analysés ci-après et repris de manière synthétique dans les annexes 1, 2, 3 et 4 de ce chapitre.

2. George W. Bush, « Address on Iraq », discours prononcé à Cincinnati, Ohio, 7 octobre 2002 et « Address to the Nation on War with Iraq », discours prononcé à Washington, D.C., 17 mars 2003. Dans ce dernier discours qui marque l'entrée en guerre des Etats-Unis, mis à part quelques avertissements adressés aux militaires irakiens et des formules d'apaisement envers la population américaine, les déclarations se cantonnent au dossier des ADM jusqu'aux paragraphes de clôture qui promettent la liberté et un avenir meilleur au peuple irakien.

3. John Bolton, sous-secrétaire d'Etat pour le contrôle des armements et la sécurité internationale, cité par Joseph Coleman, « US Arms Control Chief Says Capability of Scientists Under Saddam Helped Justify Invasion », *Associated Press*, 4 septembre 2003.

4. Paul Wolfowitz, interview à *Vanity Fair*, 15 mai 2003 : « The truth is that for reasons that have a lot to do with the U.S. government bureaucracy we settled on the one issue that everyone could agree on which was weapons of mass destruction as the core reason ».

1. Avant 1991, l'Irak disposait de programmes d'armements nucléaire, chimique et biologique, grâce à l'aide massive des pays occidentaux et de la Russie. Sa capacité chimique était l'une des plus développée des pays en développement. L'Irak a utilisé ces armes chimiques entre 1982 et 1988 contre l'Iran et contre les populations kurdes d'Irak, en toute impunité.

Le programme nucléaire irakien bénéficiait d'un financement conséquent et visait le développement et la production d'un petit arsenal d'armes nucléaires. Rien en 1998 n'indiquait que l'Irak ait pu atteindre l'objectif de son programme. S'il avait effectivement réussi à enrichir de l'uranium, le pays n'aurait pas été capable de produire plus de quelques grammes de matériel pouvant être militarisés.

Avant 1991, l'Irak était le pays en développement qui disposait d'une des plus grandes capacités chimiques, grâce à l'aide massive des pays occidentaux et de la Russie. L'Irak non seulement produisait des armes chimiques dès les années 80 et jusqu'à la guerre du Golfe de 1991, mais il les a également employées, pour la première fois en 1982 contre l'Iran. L'absence de condamnation de la part de la communauté internationale lui a permis de poursuivre cette politique en toute impunité jusqu'en 1988, aussi bien au cours de la guerre qui l'opposait à l'Iran que contre les populations kurdes d'Irak⁵. Ainsi, au cours de la guerre contre l'Iran, l'Irak a utilisé du gaz moutarde (ou ypérite), du cyanure et du tabun contre les troupes iraniennes. Le 16 mars 1988, à Halabja, ce sont quelque 5.000 civils irakiens qui sont tués et 10.000 autres blessés lors du bombardement aérien au gaz moutarde et autres gaz toxiques.

Jusqu'en août 1990, le programme biologique irakien se développait et se diversifiait rapidement, et impliquait une grande variété d'agents et de systèmes de délivrance. Les éléments pathogènes produits comprenaient à la fois des agents mortels, tels que l'anthrax, les toxines du botulisme et la ricine et des agents incapacitants, tels que les aflatoxines, les mycotoxines, le virus de la conjonctivite hémorragique et le rotavirus.

2. 1991-1998 : après la première guerre du Golfe, les sept années d'inspections de

l'UNSCOM et de l'AIEA démantèlent la plupart des capacités irakiennes

Au niveau nucléaire, la plupart des activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont porté sur la destruction, l'enlèvement ou la neutralisation des éléments révélés par l'Irak, leur destruction ayant été achevée à la fin de 1992. En février 1994, l'AIEA achevait le transfert hors du pays de la totalité des matières nucléaires utilisables dans la fabrication d'armements, essentiellement le combustible du réacteur de recherche irakien.

Au niveau chimique, la Commission spéciale des Nations unies (UNSCOM) a contrôlé et/ou vérifié la destruction, l'élimination ou la neutralisation de grandes quantités d'armes chimiques et d'éléments y ayant trait, ainsi que du matériel de production. La plus grande usine irakienne d'armements chimiques, située à Muthanna, a été démantelée et fermée sous le contrôle de la Commission et les autres installations connues ont été mises sous surveillance. L'UNSCOM a également découvert le projet VX, les activités de recherche et développement, le réseau d'approvisionnement de l'Irak et les efforts entrepris par le pays dans le cadre de ces activités. Forte de ces résultats, elle a pu se faire une bonne idée des principales caractéristiques du programme chimique irakien.

La Commission a découvert le programme irakien de production d'armes biologiques qui était resté complètement dissimulé jusqu'en 1995. Les moyens techniques du programme biologique irakien qui ont été déclarés ont été détruits et neutralisés.

3. Entre 1998 (fin des inspections de l'UNSCOM) et 2002, certaines questions restent en suspens dans les domaines chimique et biologique, tant pour l'ONU que pour les services de renseignements

Entre 1998 et 2002, période durant laquelle les inspections de l'ONU furent suspendues, des questions précises restaient en suspens, principalement dans les domaines chimique et biologique. De ce fait, il était impossible pour les inspecteurs de

5. Joost Hiltermann, « America Didn't Seem to Mind Poison Gas », *The International Herald Tribune*, 17 janvier 2003.

Les évaluations des agences de renseignements au début de 2002

- La guerre du Golfe de 1991, les inspections de l'ONU et les actions militaires des Britanniques et des Américains ont en grande partie détruit la capacité irakienne en matière d'armements chimiques, biologiques et nucléaires, ainsi qu'en ce qui concerne les missiles de longue portée.
- Aucun élément n'indique que l'Irak détient encore des armes biologiques ou chimiques mais certaines quantités peuvent encore s'y trouver et la production peut avoir été relancée.
- Alors que l'Irak reconstruit ses installations, une partie de l'équipement procuré à des fins civiles peut aussi être utilisé pour la fabrication d'armes chimiques ou biologiques.
- En dehors de tout système d'inspections, il est très difficile de déterminer l'état de tous ces programmes.

Tiré de Joseph Cirincione, Jessica T. Mathews, George Perkovich et Alexis Orton, *WMD in Iraq, Evidences and Implications*, Carnegie Endowment for International Peace, janvier 2004.

déclarer que l'entièreté des programmes chimiques et biologiques et ceux relatifs à la production de missiles de longue portée avaient cessé et que toutes les armes avaient été détruites.

Personne ne savait avec certitude si oui ou non l'Irak disposait encore d'armes chimiques ou biologiques et si oui, combien. Toutes les estimations se basaient sur les produits et le matériel non déclaré au moment où l'UNSCOM mettait fin à ses inspections en 1998. Il était possible que l'Irak dispose de tonnes d'armes chimiques cachées ou suffisamment d'agents de croissance pour produire de nouvelles armes biologiques.

Quant au programme nucléaire, peu de préoccupations subsistaient. L'Agence internationale de l'énergie atomique avait détruit tous les équipements connus liés au développement et à la production d'armements nucléaires. Au vu des résultats de ses inspections, l'Agence pouvait déclarer en 1999 « ne pas avoir trouvé d'indice que l'Irak possède des armes nucléaires ou des matières nucléaires en quantité suffisante pour pouvoir les utiliser dans des armes nucléaires, ou qu'il est encore doté de la capacité matérielle (installations ou matériel) nécessaire à la production de telles matières »⁶.

Durant cette même époque, les services de renseignements surestimaient l'arsenal chimique et biologique de l'Irak mais évaluaient assez correctement son programme nucléaire et ses systèmes de délivrance.

4. 2002 : la menace est dramatisée par les services de renseignements américains et britanniques, sans qu'il n'y ait d'élément nouveau à porter au dossier

Dès la mi-2002, les déclarations officielles alarmantes se succèdent à Londres et Washington. A en juger par les documents désormais publics, ce changement ne semble pas avoir été motivé par de nouveaux éléments concrets fournis par les services de renseignements. Les questions restées en suspens entre 1998 et 2002 sont mises en exergue et amplifiées par les dirigeants américains et britanniques et leurs allégations sont ensuite relayées par les médias et plusieurs experts.

Ce revirement dramatique culmine en septembre et octobre 2002. Du côté politique, la Maison-Blanche publie, en septembre, la *National Security Strategy*. George Bush y annonce que les Etats-Unis ont le droit de lancer des frappes préventives contre tout « Etat voyou » qui pourrait utiliser des armes de destruction massive contre les Etats-Unis, directement ou en cédant leur arsenal à des groupes terroristes⁷. Le 12 du même mois, le président américain tente devant l'Assemblée générale des Nations unies de rallier les membres de la communauté internationale à l'urgence d'une intervention musclée contre l'Irak⁸. Devant le Congrès américain, il obtient, en octobre, un vote favorable pour mener une opération militaire contre Bagdad.

Du côté des renseignements, les choses s'accélérent également avec la diffusion en septembre

6. Septième rapport unifié du Directeur général de l'AIEA, document des Nations unies S/1999/393, paragraphe 31, 7 avril 1999.

7. George W. Bush, *The National Security Strategy of the United States of America*, Washington, DC, La Maison-Blanche, septembre 2002.

8. George Bush, *President's Remarks at the United Nations General Assembly*, 12 septembre 2002.

Les allégations de Londres et Washington fin 2002

- Les conclusions les plus alarmantes sont avancées par le rapport des services de renseignements britanniques et ensuite abondamment reprises par l'administration américaine. Elles faisaient état notamment des tentatives irakiennes d'acheter de l'uranium au Niger (voir plus bas) et du fait que l'Irak possédait des armes chimiques et biologiques que le pays pouvait déployer dans les 45 minutes.
- L'Irak a pu reconstruire une capacité nucléaire. Ces affirmations sont étayées par deux allégations, par ailleurs fausses, reprises par les Etats-Unis et le Royaume-Uni. D'abord, l'Irak aurait tenté de se procurer de l'uranium du Niger et, deuxièmement, l'Irak tentait d'obtenir des tubes d'aluminium pour les utiliser dans des centrifugeuses afin d'enrichir de l'uranium.
- En ce qui concerne les armes chimiques, les milliers de munitions chimiques qui n'ont pas été déclarées avant

1998 sont toujours aux mains des Irakiens.

- De larges stocks d'armes biologiques non déclarés sont toujours disponibles¹⁰ et l'Irak dispose d'un large réseau d'installations clandestines permettant la recherche et la production dans ce domaine.

Sources : Gouvernement britannique, *Iraq's Weapons of Mass destruction : The assessment of the British Government*, septembre 2002 et International Institute for Strategic Studies, *Iraq's weapons of Mass destruction – A Net Assessment*, 9 septembre 2002 ; Central Intelligence Agency, *Iraq's Weapons of Mass Destruction*, octobre 2002 ; Joseph Cirincione, Jessica T. Mathews, George Perkovich et Alexis Orton, *WMD in Iraq, Evidences and Implications*, Carnegie Endowment for International Peace, janvier 2004 et Caroline Pailhe et Michel Wéry, *Irak : Quelle menace nucléaire, chimique et biologique ? L'évaluation des missions des Nations unies et des services de renseignements anglais et américains*, 14 mars 2003.

2002 du rapport du gouvernement britannique, *Iraq's Weapons of Mass destruction : The assessment of the British Government* (rapport UK) et celui de la Central Intelligence Agency, *Iraq's Weapons of Mass Destruction* (rapport US), en octobre⁹.

5. 2002-2003 : la reprise des inspections de l'UNMOVIC ou le dernier effort de la communauté internationale pour éviter la guerre

La Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies (UNMOVIC) et l'AIEA ne furent actives en Irak que près de 4 mois, du 27 novembre 2002 au 18 mars 2003. Les inspecteurs ne travaillèrent à plein régime (appuyés par des hélicoptères, des vols de d'avions de surveillance U-2 et les renseignements que les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont bien voulu leur

livrer) que quelques semaines et durent finalement plier bagage face à la menace imminente de la guerre.

Les premiers résultats de ces inspections courtes mais « immédiates, inconditionnelles et sans restriction » sont sans appel. Aucune arme de destruction massive n'a été découverte par les deux agences de l'ONU. Les nouveaux éléments étaient rares, peu problématiques et ont été effectivement détruits par l'Irak sous surveillance onusienne. Des incertitudes demeuraient, certes, mais aucun élément n'indiquait, tant dans le domaine

9. Gouvernement britannique, *Iraq's Weapons of Mass destruction : The assessment of the British Government*, septembre 2002 et Central Intelligence Agency, *Iraq's Weapons of Mass Destruction*, octobre 2002.

10. Le fait que la plupart de ces agents n'ont qu'une durée de stockage limitée n'est à aucun moment pris en compte par les officiels, les services de renseignements ou les experts.

Les résultats des inspections de novembre 2003 à mars 2004

- Les inspecteurs ont pu effectuer plus de 731 inspections, portant sur 411 sites, dont 88 qui n'avaient jamais fait l'objet d'inspections.
- « Pendant toute la période pendant laquelle elle a mené des activités d'inspection et de contrôle en Irak, la Commission n'a trouvé aucun élément indiquant la poursuite ou la reprise des programmes d'armes de destruction massive ni, si ce n'est en quantités négligeables, d'articles interdits avant l'adoption de la résolution 687 (1991) ».

- Ces « articles interdits » découverts « en quantités négligeables » ont été détruits. Il s'agissait de « quelque 70 missiles Al-Samoud 2 et matériels connexes » dont la portée maximale excédait d'environ 30 kilomètres les 150 km autorisés et un « petit nombre de têtes chimiques vides qui n'avaient pas été déclarées et paraissent avoir été fabriquées avant 1990 ».

Source : Treizième rapport trimestriel du Président exécutif de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies, document des Nations unies S/2003/580, 30 mai 2003, paragraphe 10.

nucléaire que chimique et biologique, que l'Irak possédait effectivement des armes ou des programmes interdits.

Ces résultats n'ont pas convaincu les partisans de la manière forte. Comme le faisait remarquer en 1999 un rapport de la première Commission d'évaluation chargée des questions touchant le désarmement et les activités actuelles et futures de contrôle et de vérification, « tout mécanisme de contrôle technique visant à vérifier à l'échelle de tout un pays l'absence de matériels ou d'activités faciles à cacher présente forcément une certaine marge d'incertitude. L'appréciation de cette marge est un jugement d'ordre politique. »¹¹

L'interprétation politique de cette « marge d'incertitude » a conforté les gouvernements américains et britanniques de ce que l'Irak était plus fort au jeu de la dissimulation que les inspecteurs ne l'étaient à celui de la détection. Londres et Washington ont donc lancé leur offensive militaire contre l'Irak le 20 mars 2003.

6. 2003-2004 : après la guerre, les forces occupantes recherchent désespérément les armes de destruction massive

Depuis la fin des « opérations de combat majeures », le 1er mai 2003, les Etats-Unis et les autres forces de la coalition n'ont eu de cesse de traquer les armes nucléaires, chimiques et biologiques que l'Irak était censé posséder, ou tout au moins, les signes tangibles de l'existence de programmes de recherche et de développement qui aurait permis à Saddam Hussein de produire ces armes à court terme.

Et plusieurs équipes se sont attelées à la tâche¹² :

- La *Force 20* : Actif de mars 2003 à juin 2003, ce groupe secret composé de spécialistes de la Force Delta de l'US Army s'introduisit en Irak avant le début des hostilités. L'objectif de cette équipe était de découvrir les caches d'ADM, leurs atouts majeurs étant la mobilité et l'effet de surprise.
- Les *Site Survey Teams* : Composées de militaires entraînés de l'US Army, ces équipes ont accompagné les premiers bataillons qui entrèrent en Irak et furent actives de mars 2003 à juin 2003.

- La *75th Exploration Task Force* : Créée par le Pentagone avant la guerre en tant qu'élément arrière de l'invasion, cette équipe avait pour objectif de trouver des caches d'armes. Officiellement, il s'agissait d'une brigade d'artillerie basée à Fort Still, Oklahoma. Ils furent actifs de mars à juin 2003.

- L'*Iraq Survey Group (ISG)* : Dirigée par le major-général Keith W. Dayton, de la Defense Intelligence Agency, l'ISG a remplacé les trois équipes précédentes, le 7 juin 2003. Cette équipe est composée d'environ 1.400 spécialistes, sous la coordination jusqu'au 23 janvier 2004 de David Kay. Actifs depuis juin 2003, il s'agit de la dernière tentative de l'administration américaine – toujours officiellement en cours – de trouver des éléments probants pour concrétiser les affirmations formulées avant la guerre sur l'arsenal mortel irakien.

Les équipes américaines ont de nombreux atouts par rapport à celles de l'UNSCOM et de l'UNMOVIC :

- Les recherches américaines après la guerre s'opèrent sur une échelle beaucoup plus large que les inspections internationales. Elles bénéficient de toute la technologie dont les Etats-Unis peuvent disposer ainsi que de tous les éléments recueillis par les services de renseignements américains.
- Elles se réalisent dans un environnement moins hostile. L'accès aux équipements et aux personnes ressources ainsi que la coopération sont facilités par le renversement de régime. Par ailleurs, des récompenses de millions de dollars US et l'assurance d'une nouvelle vie aux Etats-Unis ou dans un autre pays sont promises aux informateurs potentiels.
- Les équipes se composent d'environ 1.400 enquêteurs alors que l'UNSCOM ne dispo-

11. Rapport de la première Commission d'évaluation créée par la note du Président du Conseil de sécurité en date du 30 janvier 1999 (S/1999/100), chargée des questions touchant le désarmement et les activités actuelles et futures de contrôle et de vérification, document des Nations unies S/1999/356, 27 mars 1999, paragraphe 27.

12. Cirincione, J., Mathews, J. T., Perkovich, G. et Orton, A., *WMD in Iraq, Evidences and Implications*, Carnegie Endowment for International Peace, janvier 2004, p. 19 et Frank Ronald Cleminson, « What Happened to Saddam's Weapons of Mass Destruction ? », *Arms Control Today*, septembre 2003.

saient que de 70 à 80 inspecteurs entre 1991 et 1998 et l'UNMOVIC de 100 inspecteurs entre novembre 2002 et mars 2003¹³.

- Les recherches bénéficient un budget colossal : 900 millions USD ont été prévu pour 15 mois d'inspections¹⁴, comparé au budget annuel de l'UNSCOM d'environ 30 millions USD et à celui de l'UNMOVIC d'environ 60 millions USD¹⁵.

Les équipes américaines travaillent seules en se passant de la coopération de l'ONU :

Les forces d'occupation instaurèrent leurs propres unités spéciales de recherche, et ce sans recourir à l'expertise des inspecteurs de l'ONU. Le mandat de l'UNMOVIC continue pourtant à s'exercer et Hans Blix déclare devant le Conseil de sécurité des Nations, dès le 22 avril 2003, que son équipe est prête à reprendre les inspections. Cette proposition n'a cependant pas trouvé un écho favorable du côté de la Maison-Blanche¹⁶. Les forces d'occupation ont en effet jugé que leurs équipes étaient beaucoup plus efficaces.

Durant toute cette période, aucune information n'a été transmise à l'UNMOVIC quant aux résultats des investigations menées par l'Iraq Survey Group. Les inspecteurs de l'ONU n'ont eu accès, comme tout le monde, qu'aux déclarations publiques faites devant le Sénat par David Kay sur le rapport intérimaire. Celui-ci n'a jamais été transmis ni à l'UNMOVIC ni à l'AIEA.

Selon Demetrius Perricos, qui préside l'UNMOVIC depuis le départ à la retraite de Hans Blix, la plupart des équipements et de la recherche militaires qui ont été rapportés par l'équipe d'investigations américaine étaient connus de l'ONU avant l'invasion de l'Irak, à la fois par les déclarations et les rapports semi-annuels fournis par l'Irak et par la correspondance, les rencontres et les rapports d'inspections des équipes des Nations unies. La seule information neuve importante rendue publique par l'équipe américaine était le fait que l'Irak avait acheté à la Corée du Nord, pour 10 millions USD, de la technologie de missile à moyenne portée, qui apparemment n'a jamais été livrée¹⁷. Par ailleurs, au niveau de la méthode d'investigation, il semble que les équipes américaines ont utilisé la plupart des techniques employées par l'UNMOVIC et l'AIEA¹⁸.

Le résultat des recherches

Après neuf mois de recherche exhaustives menées par les forces occupantes, le constat est amer : aucune arme de destruction massive à l'horizon.

La conclusion qui s'impose est que les éléments significatifs sont pratiquement inexistantes. Et plus grave encore, aucun résultat des équipes américaines ne vient confirmer les affirmations des gouvernements américain et britannique, dont celles du réquisitoire de Colin Powell devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le 5 février 2003¹⁹. Interviewé par le *Washington Post*, le 3 février 2004, soit un an plus tard, Powell répond qu'il « ne

13. Voir Joseph Cirincione, Jessica T. Mathews, George Perkovich et Alexis Orton, *WMD in Iraq, Evidences and Implications*, Carnegie Endowment for International Peace, janvier 2004, p. 19, pour une comparaison des équipes tant des Nations unies que des forces occupantes qui ont été impliquées dans la recherche des ADM irakiennes.

14. Le 3 novembre 2003, le Congrès approuvait la demande du gouvernement américain pour un apport supplémentaire de 87 milliards USD, dont 600 millions devaient aller à l'Iraq Survey Group. Ce montant venait s'ajouter aux 300 millions USD antérieurement alloués à cette équipe. Voir notamment : James Risen et Judith Miller, « Officials Say Bush Seek \$600 Million to Hunt Iraq Arms », *The New York Times*, 2 octobre 2003 et Helen Dewar, « Senate Approves Spending for Iraq », *The Washington Post*, 4 novembre 2003.

15. Pour le budget de l'UNSCOM, voir : Commission spéciale des Nations unies en Irak, Informations de base, <http://www.un.org/french/Depts/unscom/unscom.htm#FINANCE>. L'UNMOVIC aurait budgété environ 80 millions USD pour sa première année d'opérations, dont environ 20 millions USD ont servi à redémarrer ses activités, répartissant ainsi la somme sur plusieurs années, voir : Joseph Cirincione, Jessica T. Mathews, George Perkovich et Alexis Orton, *Ibid.*, note 137. Voir également « Chi pagherà il costo di un conflitto. L'analisi del premio nobel », *Il corriere della sera*, 17 janvier 2003 et Caroline Pailhe, *Irak : Les coûts de la guerre*, Note d'analyse, GRIP, 14 février 2003.

16. « Inspectors ready to resume work in Iraq, Blix says », *CNN.com*, 22 avril 2003.

17. Walter Pincus, « U.N. Inspector : Little New in U.S. Probe for Iraq Arms », *The Washington Post*, 14 décembre 2003. Voir également le quinzième rapport trimestriel du Président exécutif de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies, document des Nations unies S/2003/1135, paragraphe 3, 26 novembre 2003.

18. Bob Drogin, « New Hunt for Iraqi Arms Resembles Old : U.S., British and Australian teams will rely heavily on military intelligence but also use many of the U.N. inspectors' techniques », *The Los Angeles Times*, 18 juin 2003.

19. Pour une comparaison détaillée entre les éléments de l'ISG et ceux avancés par Colin Powell, voir Thomas Powers, « The Vanishing Case for War », *New York Review of Books*, volume 50, n° 19, 4 décembre 2003 et Douglas Jehl et David E. Sanger, « Powell's Case, a Year Later : Gaps in Picture of Iraq Arms », *The New York Times*, 1 février 2004.

Le rapport intérimaire de l'Iraq Survey Group, le 2 octobre 2003

- « Nous n'avons pas encore trouvé des stocks d'armes, mais nous ne sommes pas encore capables de dire d'une manière définitive si ces stocks n'existent pas, ou s'ils existaient avant la guerre et qu'il ne nous reste plus qu'à les trouver ».
- « Nous avons découvert des dizaines d'activités liées à des programmes d'armes de destruction massive²⁰ et des quantités importantes de matériel que l'Irak a cachées aux Nations unies durant les inspections qui débutèrent fin 2002 ».
- Le programme nucléaire irakien a été suspendu. L'Irak peut avoir maintenu une activité dormante de recherche, et ceci depuis plusieurs années.
- Dans le domaine chimique, « la capacité irakienne importante pour développer, produire et remplir de nouvelles munitions chimiques était réduite, voire entièrement détruite, durant les opérations Tempête du désert et Renard du désert, les 13 années de sanctions de l'ONU et les inspections de l'ONU ».
- Le programme biologique peut avoir été converti en utilisation d'installations à double usage pouvant se

transformer rapidement en unités de production en temps de guerre, au lieu de fabriquer et entreposer ces armes à l'avance. L'étendue de cette capacité et le niveau de recherche et développement à ce niveau restent inconnus. L'ISG a notamment découvert un « réseau clandestin de laboratoires [...] qui contenaient de l'équipement [...] pouvant rentrer dans des recherches liées aux armes chimiques et biologiques » et des « fioles contenant des bactéries du botulisme à partir desquelles un agent biologique peut être produit »²¹.

- L'Irak développait une capacité de production de missiles d'une portée plus grande que celle autorisée par l'ONU.

Sources : David Kay, « Statement on the Interim Progress Report on the Activities of the Iraq Survey Group, before the House Permanent Select Committee on Intelligence, the House Committee on Appropriations, Subcommittee on Defense, and the Senate Select Committee on Intelligence », 2 octobre 2003, disponible à www.cia.gov/cia/public_affairs/speeches/2003/david_kay_10022003.html. Pour un résumé des découvertes de l'Iraq Survey Group, voir également *Le Soir*, 27 janvier 2004.

sait pas s'il aurait recommandé une invasion de l'Irak s'il avait su qu'il n'y avait pas de stocks d'armes interdites »²².

Rétrospectivement, on peut donc dire que les équipes d'inspection des Nations unies allaient arriver au terme de leur mission. Car il est improbable que l'Irak puisse avoir détruit, caché ou évacué hors de ses frontières les centaines de tonnes d'armes chimiques et biologiques, les dizaines de missiles Scuds et les installations impliquées dans la production d'armes chimiques et biologiques que les Etats-Unis et le Royaume-Uni affirmaient être présents sans que les Etats-Unis ne détectent quelques signes de cette activité avant, durant ou après la période des « opérations majeures de combat ».

David Kay démissionne avec fracas le 23 janvier 2004, officiellement parce que des enquêteurs de son équipe ont été réaffectés à la lutte contre la guérilla. Mais il déclare : « Je ne pense pas qu'elles [les ADM] existaient », « Je pense qu'il y avait des stocks à la fin de la guerre du Golfe [en 1991] et que la conjugaison du travail des inspecteurs de l'ONU et des actions unilatérales irakiennes les a fait disparaître », ajoute-t-il. Et de poursuivre : « Je pense que nous avons la preuve manifeste qu'ils [les Irakiens] n'ont pas relancé de production de grande ampleur »²³.

Le 28 janvier, dans une audition devant le Sénat, Kay affirme : « Nous nous sommes pratiquement tous trompés », « Il est temps d'analyser comment nous en sommes arrivés là »²⁴.

C'est donc un aveu d'échec sans appel. Et les propos de David Kay ont d'autant plus de poids que cet ancien inspecteur des Nations unies et conseiller spécial du directeur de la CIA se rangeait, avant la guerre, parmi ceux qui étaient convaincus que Bagdad possédait des stocks d'armes non conventionnelles.

20. Italique de la rédaction. Cette expression est désormais utilisée par George Bush là où il s'agissait au départ de « stocks massifs d'armes de destruction massive capables de tuer des millions de personnes ». Voir George Bush, *State of Union Address*, 20 janvier 2004.

21. Pour une critique de cet élément, voir David Isenberg et Ian Davis, *Unravelling the Know Unknowns : Why no Weapons of Mass Destruction have been found in Iraq*, BASIC Special Report, janvier 2004, pp. 25-26.

22. Glenn Kessler, « Powell Says New Data May Have Affected War Decision », *The Washington Post*, 3 février 2004.

23. « Irak : il n'y avait pas d'armes de destruction massive », *Le Monde*, 25 et 26 janvier 2004.

24. David Kay, « Testimony to the Senate Armed Services Committee », 28 janvier 2004, disponible à <http://globalresearch.ca/articles/KAY401A.html>. Pour le bilan général dressé par David Kay sur la mission de l'ISG, voir l'interview donnée à Philippe Coste, *Le Vif*, 20 février 2004.

B. Qui manipule qui ?

Le président américain George Bush et le premier ministre britannique Tony Blair ont donc fait une montagne d'une souris. Ce faisant, ils ont joué une grande partie de leur crédibilité, voire pratiqué l'abus de pouvoir.

Il est clair que Londres et Washington ne possédaient pas des renseignements suffisants pour étayer leurs discours guerriers et que de nombreuses informations disponibles sur les programmes d'armements irakiens furent ignorés de manière systématique dans les mois qui ont précédé la guerre. L'estimation selon laquelle l'Irak aurait été en possession d'armes non conventionnelles modernes semble avoir été le résultat à la fois des mauvaises évaluations des services de renseignements américains et britanniques et des distorsions menées par les membres des deux gouvernements.

Aux Etats-Unis, plusieurs éléments suggèrent une politisation des services de renseignements. Ainsi, le Pentagone a créé un bureau des plans spéciaux (Office of Special Plans), conçu par Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la Défense. L'objectif de ce bureau était de trouver des éléments confortant les convictions profondes de Wolfowitz et de Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense quant aux liens entre Saddam Hussein et Al-Qaida et à son arsenal chimique et biologique, voire nucléaire²⁵. Dans le même ordre d'idée, le *Washington Post* révélait, en juin 2003, que le Vice-président Dick Cheney rendait de fréquentes visites à la CIA pour rencontrer les spécialistes qui travaillaient sur les programmes d'armements irakiens, créant ainsi un environnement favorable aux pressions²⁶.

A Londres, en août 2003, soit 5 mois après la guerre, John Scarlett, président du Joint Intelligence Committee, le service de renseignements britannique, déclarait au cours de l'enquête Hutton que l'allégation selon laquelle Saddam Hussein pouvait déployer son arsenal en « 45 minutes » se référerait à des armes tactiques de faible portée : des lances-roquettes ou des obus d'artillerie !²⁷ Le dossier officiel du gouvernement n'a cependant pas jugé bon de préciser ce détail, laissant la porte ouverte à toutes les interprétations. Le 4 février 2004, une petite phrase prononcée banalement par

Tony Blair au milieu d'un débat parlementaire marathon laisse entendre qu'il ignorait jusqu'au 18 mars 2002, soit quelques heures avant l'entrée en guerre de son pays, à quel type d'armes l'expression célèbre faisait référence²⁸. Entre-temps, cette allégation pour le moins inquiétante avait permis au plus gros tirage de la presse britannique *The Sun* de titrer, à l'époque, que Saddam Hussein pouvait viser des cibles britanniques, à Chypre notamment, en moins de 45 minutes, et ce, sans jamais recevoir de démenti officiel.

Face à ce fiasco complet, le ministre des Affaires étrangères Jack Straw annonce, le 3 février 2004, l'instauration d'une enquête indépendante, présidée par Lord Butler, afin d'examiner la pertinence des renseignements britanniques quant aux armes de destruction massive en Irak et ce, quelques jours seulement après le verdict de l'enquête Hutton, censée faire toute la lumière sur les circonstances de la mort de David Kelly et qui avait blanchi Tony Blair. Cette commission devrait rendre son rapport en été 2004²⁹.

Aux Etats-Unis, le président américain George Bush nomme, le 6 février 2004, une Commission d'enquête, la Iraq Intelligence Commission, présidée par Charles Robb et Laurence Silberman, afin d'investiguer sur les renseignements américains dans le dossier irakien. Cette commission d'enquête devrait rendre ses conclusions en mars 2005, après les élections présidentielles de novembre 2004 et deux après l'invasion de l'Irak³⁰.

25. Seymour M. Hersh, « Donald Rumsfeld has his own special sources. Are they reliable? » *The New Yorker*, 12 mai 2003.

26. Walter Pincus et Dana Priest, « Some Iraq Analysts Felt Pressure From Cheney Visits », *The Washington Post*, 5 juin 2003. Pour une comparaison entre les allégations de l'administration américaine et celles des services de renseignements américains, voir John Prados, « A Necessary War? », *Bulletin of Atomic Scientists*, mai-juin 2003.

27. Neil Tweedie et Sandra Laville, « Intelligence chief "happy with advice from No 10" », *The Daily Telegraph*, 27 août 2003.

28. Jean-Pierre Langellier, « Tony Blair avoue qu'il ignorait la nature de l'arsenal de Saddam », *Le Monde*, 7 février 2004 et « L'aveu de Tony Blair », *Le Soir*, 6 février 2004.

29. « Blair autorise une enquête sur l'arsenal irakien présumé », *Reuters*, 3 février 2004.

30. « Bush nomme une commission sur les failles des renseignements », *Reuters*, 6 février 2004.

Annexe 1. Bilan du dossier nucléaire irakien

Avant la guerre Les préoccupations	Avant 2002 Evaluations des services de renseignements	Fin 2002 Rapports RU et US	2002-2003 Conclusions de l'UNMOVIC	2002-2003 Déclarations officielles RU et US	Depuis mars 2003 Les éléments probants
L'Irak a reconstruit son programme nucléaire après 1998	<i>Probablement pas</i> De l'avis général, l'Irak avait probablement continué une R&D théorique mineure.	<i>Oui</i> L'Irak a repris son programme nucléaire après le départ de l'UNSCOM en 1998. Le pays peut disposer d'une arme nucléaire endéans l'année s'il se procure du matériel fissile.	<i>Probablement pas</i> Aucun élément plausible n'indique la reprise d'un programme nucléaire en Irak.	<i>Oui</i> Saddam Hussein a relancé son programme nucléaire et pourra très bientôt disposer d'armes nucléaires.	<i>Non</i> Aucun signe d'un quelconque programme actif. Kay : « nous n'avons pas découvert d'éléments qui indiqueraient que l'Irak aurait entrepris, après 1998, de fabriquer des armes nucléaires ou de produire du matériel fissile ».
L'Irak a essayé d'enrichir de l'uranium pour fabriquer des armes nucléaires	<i>Peut-être</i> L'Irak pouvait essayer de se procurer du matériel pouvant l'aider à reconstituer son programme nucléaire.	<i>Oui</i> L'Irak a importé des tubes d'aluminium et des aimants pour enrichir de l'uranium.	<i>Non</i> AIEA : Les tubes et les aimants ne pourraient pas être utilisés pour un programme de centrifugeuse.	<i>Oui</i> L'Irak s'est procuré de l'équipement pour enrichir de l'uranium. L'Irak a acheté des tubes de haute résistance et des aimants pour enrichir de l'uranium.	<i>Non</i> Aucun élément probant pouvant indiquer les tubes ou les aimants étaient destinés pour enrichir de l'uranium. Les scientifiques irakiens maintiennent que les tubes étaient destinés à la fabrication de fusées (rockets). Kay : « les éléments n'impliquent aucune activité directement à la recherche ou au développement de centrifugeuses ».
L'Irak a essayé de se procurer de l'uranium à l'étranger	<i>Non</i> Aucun rapport datant d'avant 2002 ne mentionne la tentative de se procurer de l'uranium. La plupart des renseignements indique que l'absence de source d'approvisionnement en matériel fissile reste la difficulté majeure pour l'Irak s'il veut produire une arme nucléaire.	<i>Oui</i> L'Irak a commencé de manière active à essayer de se procurer de l'uranium à l'étranger.	<i>Non</i> AIEA : Les documents selon lesquels l'Irak a essayé de se procurer de l'uranium en Afrique sont des faux.	<i>Oui</i> L'Irak a cherché de se procurer des quantités significatives d'uranium en Afrique.	<i>Non</i> En juillet 2003, plusieurs rapports ont révélé que les représentants américains savaient que les éléments relatifs à l'uranium africain était infondés. L'administration a reconnu que l'observation n'aurait pas dû apparaître dans le discours sur l'Etat de l'Union du président Bush.

Sources : Tableau tiré de Joseph Cirincione, Jessica T. Mathews, George Perkovich et Alexis Orton, *WMD in Iraq, Evidences and Implications*, Carnegie Endowment for International Peace, janvier 2004, p. 27 et adapté de Gouvernement britannique, *Iraq's Weapons of Mass destruction : The assessment of the British Government*, septembre 2002 (rapport RU) et International Institute for Strategic Studies, *Iraq's weapons of Mass destruction – A Net Assessment*, 9 septembre 2002 ; Central Intelligence Agency, *Iraq's Weapons of Mass Destruction*, octobre 2002 (rapport US) et Pailhe, C. et Wéry, M., *Irak : Quelle menace nucléaire, chimique et biologique ? L'évaluation des missions des Nations unies et des services de renseignements anglais et américains*, 14 mars 2003, pp. 3-7.

Annexe 2. Bilan du dossier chimique irakien

Avant la guerre	Avant 2002	Fin 2002	2002-2003	2002-2003	Depuis mars 2003
Les préoccupations	Evaluations des services de renseignements	Rapports RU et US	Conclusions de l'UNMOVIC	Déclarations officielles RU et US	Les éléments probants
L'Irak possède de grandes quantités d'armes chimiques	<i>Peut-être</i> Les rapports d'avant 2002 ne mentionnaient pas l'existence de stocks d'armes chimiques. Les différences dans les explications irakiennes suggéraient que l'Irak pouvait avoir caché quelque 6.000 munitions chimiques	<i>Oui</i> L'Irak a très sûrement des armes chimiques, sans doute entre 100 et 500 tonnes. Certaines sont déployables dans les 45 minutes qui suivent l'ordre d'utilisation.	L'UNMOVIC a découvert quelques têtes chimiques mais aucun stock significatif. L'Irak n'a pas pu fournir les preuves que des quantités significatives de munitions chimiques et de matériel précurseurs ont été détruits.	<i>Oui</i> L'Irak a assurément des stocks d'armes chimiques, notamment du gaz moutarde, sarin et VX, qu'il cache aux inspecteurs.	Aucune arme chimique trouvée. Il semble qu'aucune n'a été produite après 1991. Kay : « Depuis 1991, l'Irak n'a pas de programme chimique de grande envergure, en activité et sous contrôle central ».
L'Irak possède des installations clandestines de production d'armes chimiques	<i>Pas sûr</i> L'Irak a reconstruit des parties clés de son infrastructure de production chimique à des fins commerciales et industrielles, et a acquis des équipements à double-usage.	<i>Oui</i> L'Irak a relancé sa production d'agents chimiques, notamment de gaz moutarde, sarin, cyclosarin et VX.	<i>Probablement pas</i> Les inspections de l'UNMOVIC n'ont trouvé aucune installation de production ou des éléments d'une capacité clandestine de production d'armes chimiques.	<i>Oui</i> L'Irak cache son programme chimique. C. Powell : « Nous savons que l'Irak a caché des parties clés de son infrastructure illégale d'armes chimiques au sein de son industrie civile légale ».	<i>Non</i> Aucune munitions ni installations de production dissimulées ou non n'ont été découvertes. Des activités mineures de recherche et programmes de double-usage est possible.

Sources : Tableau tiré de Carnegie Endowment for International Peace, janvier 2004, p. 27 et adapté de Gouvernement britannique, *Irak's Weapons of Mass destruction : The assessment of the British Government*, septembre 2002 (rapport RU) et International Institute for Strategic Studies, *Iraq's weapons of Mass destruction – A Net Assessment*, 9 septembre 2002 ; Central Intelligence Agency, *Iraq's Weapons of Mass Destruction*, octobre 2002 (rapport US) et Pailhe, C. et Wéry, M., *Irak : Quelle menace nucléaire, chimique et biologique ? L'évaluation des missions des Nations unies et des services de renseignements anglais et américains*, 14 mars 2003, pp. 7-10.

Annexe 3. Bilan du dossier biologique irakien

Avant la guerre	Avant 2002	Fin 2002	2002-2003	2002-2003	Depuis mars 2003
Les préoccupations	Evaluations des services de renseignements	Rapports RU et US	Conclusions de l'UNMOVIC	Déclarations officielles RU et US	Les éléments probants
L'Irak possède des stocks d'armes biologiques	<i>Pas sûr</i> L'Irak pourrait produire de nouveau des agents biologiques.	<i>Oui</i> Des éléments probants suggèrent que l'Irak possède des armes biologiques. Certaines sont déployables dans les 45 minutes qui suivent l'ordre d'utilisation.	<i>Pas sûr</i> Les inspecteurs de l'UNMOVIC n'ont pas trouvé d'éléments prouvant l'existence d'agents biologiques ou d'armes biologiques.	<i>Oui</i> L'Irak possède des stocks d'armes biologiques. Président Bush : l'Irak possède « des stocks massifs d'armes biologiques non déclarés et qui peuvent tuer des millions de personnes ».	<i>Non</i> Aucun agent biologique militarisé n'a été trouvé.
L'Irak a reconstitué son programme d'armes biologiques	<i>Oui</i> L'Irak poursuit un programme biologique. L'Irak dispose d'un savoir et d'une infrastructure industrielle qui peuvent être utilisés pour produire rapidement une grande quantité d'agents biologiques à tout moment.	<i>Oui</i> L'Irak a un programme biologique actif, plus large qu'avant 1991.	<i>Pas sûr</i> Les inspections de l'UNMOVIC n'ont trouvé aucun élément prouvant l'existence d'un programme d'armement biologique en cours. Cependant, l'Irak n'a pas fourni les preuves de la destruction d'agents biologiques militarisés.	<i>Oui</i> L'Irak produisait et développait plusieurs types différents d'agents biologiques et les moyens de les disperser. Président Bush : « A l'heure actuelle, l'Irak élargit et améliore les installations qui étaient utilisées pour produire des armes biologiques ».	<i>Non</i> Aucun élément probant de l'existence d'un programme d'armement biologique. L'ISG a trouvé quelques éléments suggérant qu'il existait l'intention de relancer un programme dans le future et une possible recherche de double-usage.
L'Irak possède au moins sept laboratoires mobiles d'armement biologique	<i>Pas de commentaire</i> Aucun rapport datant d'avant 2002 ne mentionne l'existence de laboratoires mobiles.	<i>Oui</i> L'Irak possède un nombre indéterminé de laboratoires mobiles pour agents biologiques.	<i>Pas sûr</i> L'UNMOVIC n'a découvert aucun élément au sujet d'installations mobiles d'armement biologique.	<i>Oui</i> C. Powell : « Nous savons que l'Irak a au moins sept de ces ateliers mobiles pour agents biologiques ».	<i>Probablement pas</i> Deux fourgons ont été trouvés mais aucun agent biologique n'y a été détecté. Ce matériel servait plus vraisemblablement à produire de l'hydrogène pour des ballons utilisés dans l'artillerie pour l'observation météorologique.

Sources : Tableau tiré de Joseph Cirincione, Jessica T. Mathews, George Perkovich et Alexis Orton, *WMD in Iraq, Evidences and Implications*, Carnegie Endowment for International Peace, janvier 2004, p. 27 et adapté de Gouvernement britannique, *Iraq's Weapons of Mass destruction : The assessment of the British Government*, septembre 2002 (rapport RU) et International Institute for Strategic Studies, *Iraq's weapons of Mass destruction – A Net Assessment*, 9 septembre 2002 ; Central Intelligence Agency, *Iraq's Weapons of Mass Destruction*, octobre 2002 (rapport US) et Pailhe, C. et Wéry, M., *Irak : Quelle menace nucléaire, chimique et biologique ? L'évaluation des missions des Nations unies et des services de renseignements anglais et américains*, 14 mars 2003, pp. 10-13. Voir également sur les laboratoires mobiles : David Isenberg et Ian Davis, *Unravelling the Known Unknowns : Why no Weapons of Mass Destruction have been found in Iraq*, BASIC Special Report, janvier 2004, note 48.

Annexe 4. Bilan du dossier relatif aux missiles et aux systèmes d'export irakien

Avant la guerre	Avant 2002	Fin 2002	2002-2003	2002-2003	Depuis mars 2003
Les préoccupations	Evaluations des services de renseignements	Rapports RU et US	Conclusions de l'UNMOVIC	Déclarations officielles RU et US	Les éléments probants
L'Irak possède des stocks clandestins de Scuds	<i>Probablement</i> L'Irak détient probablement une petite quantité de missiles de type Scuds.	<i>Probablement</i> Les lacunes dans les déclarations irakiennes à l'UNSCOM indiquent que l'Irak possède quelques dizaines de missiles de type Scuds d'une portée de 650 à 900 km.	<i>Probablement pas</i> En 1998, l'UNSCOM avait détruit ou vérifié la destruction de tous les missiles Scuds connus et la plupart des têtes. L'UNMOVIC n'a découvert aucun élément quant à l'existence de Scuds.	<i>Oui</i> Président Bush : l'Irak possède une « force de missiles de type Scuds ».	<i>Non</i> Aucun missile Scud n'a été trouvé. Kay : « Nous n'avons découvert aucun document ou matériel prouvant ces affirmations ».
L'Irak développe des avions sans pilote comme systèmes d'export pour ses agents chimiques et biologiques	<i>Peut-être</i> L'Irak a essayé de convertir un jet L-29 en avion sans pilote, peut-être dans le but d'emporter des agents chimiques ou plus vraisemblablement biologiques.	<i>Probablement</i> L'Irak a un programme de développement d'avions sans pilote, probablement destiné à la dispersion d'agents biologiques.	<i>Pas sûr</i> Les inspections de l'UNMOVIC n'ont pas eu le temps d'évaluer si les avions sans pilote irakiens pouvaient disperser des agents biologiques.	<i>Oui</i> Président Bush : « l'Irak a une flotte croissante d'avions sans pilote qui pourraient servir à disperser des armes chimiques et biologiques sur de larges zones ».	<i>Non</i> Selon les experts des forces aériennes, les drones découverts jusqu'à présent sont trop petits pour disperser des quantités significatives d'agents biologiques.
L'Irak construit des missiles d'une portée de 1.000 km	<i>Peut-être</i> L'Irak possède un programme pour développer des missiles de longue portée interdits de portée non spécifiée.	<i>Pas exactement</i> L'Irak développe des capacités balistiques de longue portée, notamment un test de tir pour des missiles plus puissants.	<i>Peut-être, mais...</i> Les missiles Al-Samoud 2 dépassaient de 30 km la portée autorisée de 150 km. L'UNMOVIC a supervisé la destruction des fusées et des chambres de propulsion pouvant servir à la construction de missiles de plus longue portée.	<i>Oui</i> Président Bush : « L'Irak construit plus de missiles de longue portée afin d'infliger des morts massives dans toute la région ».	<i>Non</i> Aucun élément quant à la production de ces missiles. Kay : Saddam avait l'intention de développer un programme de missiles de longue portée.

Sources : Tableau tiré de Joseph Cirincione, Jessica T. Mathews, George Perkovich et Alexis Orton, *WMD in Iraq, Evidence and Implications*, Carnegie Endowment for International Peace, janvier 2004, p. 27 et adapté de Gouvernement britannique, *Iraq's Weapons of Mass destruction : The assessment of the British Government*, septembre 2002 (rapport RU) et International Institute for Strategic Studies, *Iraq's weapons of Mass destruction – A Net Assessment*, 9 septembre 2002 ; Central Intelligence Agency, *Iraq's Weapons of Mass Destruction*, octobre 2002 (rapport US) et Pailhe, C. et Wéry, M., *Irak : Quelle menace nucléaire, chimique et biologique ? L'évaluation des missions des Nations unies et des services de renseignements anglais et américains*, 14 mars 2003, pp. 13-15.

Annexe 4. Bilan du dossier relatif aux missiles et aux systèmes d'export irakien

Avant la guerre Les préoccupations	Avant 2002 Evaluations des services de renseignements	Fin 2002 Rapports GB et US	2002-2003 Conclusions de l'UNMOVIC	2002-2003 Déclarations officielles RU et US	Depuis mars 2003 Les éléments probants
L'Irak possède des stocks clandestins de Scuds	<i>Probablement</i> L'Irak détient probablement une petite quantité de missiles de type Scuds.	<i>Probablement</i> Les lacunes dans les déclarations irakiennes à l'UNSCOM indiquent que l'Irak possède quelques dizaines de missiles de type Scuds d'une portée de 650 à 900 km.	<i>Probablement pas</i> En 1998, l'UNSCOM avait détruit ou vérifié la destruction de tous les missiles Scuds connus et la plupart des têtes. L'UNSCOM n'a décou- vert aucun élément quant à l'existence de Scuds.	<i>Oui</i> Président Bush : l'Irak possède une « force de missiles de type Scuds ».	<i>Non</i> Aucun missile Scud n'a été trouvé. Kay : « Nous n'avons découvert aucun document ou matériel prouvant
L'Irak développe des avions sans pilote comme systèmes d'export pour ses agents chimiques et biologiques	<i>Peut-être</i> L'Irak a essayé de convertir un jet L-29 en avion sans pilote, peut-être dans le but d'exporter des agents chimiques ou plus vraisemblable- ment biologiques	<i>Probablement</i> L'Irak a un programme de développement d'avions sans pilotes, probablement destiné à la dispersion d'agents biologiques.	<i>Pas sûr</i> Les inspections de l'UNMOVIC n'ont pas eu le temps d'évaluer si les avions sans pilotes irakiens pou- vaient disperser des agents biologiques.	<i>Oui</i> Président Bush : « l'Irak a une flotte croissante d'avions sans pilote qui pour- raient servir à dis- perser des armes chimiques sur de larges zones.	<i>Non</i> Selon les experts des forces aériennes, les drones découverts jusqu'à présent sont trop petits pour disperser des quantités significati- ves d'agents biologiques.
L'Irak construit des missiles d'une portée de 1.000 km	<i>Peut-être</i> L'Irak possède un programme pour développer des missiles de longue portée interdits de portée non spécifiée.	<i>Pas exactement</i> L'Irak développe des capacités balistiques de longue portée, notamment un test de tir pour des mis- siles plus puissants.	<i>Peut-être, mais...</i> Les missiles Al- Samoud 2 dépassaient de 30 km la portée autorisée de 150 km. L'UNMOVIC a super- visé la destruction des fusées et des cham- bres de propulsion pou- vant servir à la cons- truction de missiles de plus longue portée.	<i>Oui</i> Président Bush : « L'Irak construit plus de missiles de longue portée afin d'infliger des morts massives dans toute la région »...	<i>Non</i> Aucun élément quant à la production de ces missiles. Kay : Saddam avait l'intention de développer un programme de missiles de longue portée.

Sources : Tableau tiré de Joseph Cirincione, Jessica T. Mathews, George Perkovich et Alexis Orton, *WMD in Iraq, Evidences and Implications*, Carnegie Endowment for International Peace, janvier 2004, p. 27 et adapté de Gouvernement britannique, *Irak's Weapons of Mass destruction : The assessment of the British Government*, septembre 2002 (rapport UK) et International Institute for Strategic Studies, *Iraq's weapons of Mass destruction – A Net Assessment*, 9 septembre 2002 ; Central Intelligence Agency, *Iraq's Weapons of Mass Destruction*, octobre 2002 (rapport US) et Pailhe, C. et Wéry, M., *Irak : Quelle menace nucléaire, chimique et biologique ? L'évaluation des missions des Nations unies et des services de renseignements anglais et américains*, 14 mars 2003, pp. 13-15.

II. La lutte contre le terrorisme

Une guerre sans fin et contre-productive

« La menace terroriste qui pèse sur les Etats-Unis et le reste du monde diminuera dès que Saddam Hussein sera désarmé. »

George W. Bush, « Address on Iraq », discours prononcé à Cincinnati, Ohio, 7 octobre 2002

Les membres de l'administration américaine et du gouvernement britannique n'ont cessé de marteler que l'Irak de Saddam Hussein entretenait des liens étroits avec le réseau terroriste Al-Qaida, instigateur des attentats du 11 septembre 2001 contre les tours jumelles du World Trade Center.

Dans son discours à la nation du 28 janvier 2003, le président Bush affirme que « Des preuves émanant de nos services de renseignements, des communications secrètes et des déclarations de personnes actuellement en détention révèlent que Saddam Hussein aide et protège des terroristes, notamment des membres d'Al-Qaida. Secrètement, et sans laisser de traces, il pourrait fournir l'une de ces armes aux terroristes, ou les aider à en fabriquer eux-mêmes. Avant le 11 septembre 2001, nombreux étaient ceux qui pensaient que l'on pouvait endiguer Saddam Hussein. Mais les agents

chimiques, les virus mortels et les insaisissables réseaux terroristes ne sont pas faciles à contenir. Imaginez ces 19 pirates de l'air avec d'autres armes et d'autres plans – armés, cette fois, par Saddam Hussein. Il suffirait d'introduire dans notre pays un tube, une boîte, une caisse pour déclencher une horreur sans précédent »³¹.

Au-delà de ces présages pour le moins alarmants, c'est dans le réquisitoire de Colin Powell adressé devant le Conseil de sécurité le 5 février 2003 qu'il faut trouver un véritable exposé des faits à charge.

Ces révélations ont pour le moins laissé sceptiques les spécialistes européens et américains de l'anti-terrorisme. Les liens évoqués entre Abou Zarkaoui et des cellules terroristes basées en Europe étaient jugés « ténus » par une source britannique, « douteux » par une autre, et « hypothétiques » par l'expert en matière de terrorisme, Rohan Gunaratna³².

Avant même l'exposé de Colin Powell, les journaux américains révélaient que la CIA et le FBI

31. George Bush, *State of Union Address*, 28 janvier 2003.

32. « Les services de renseignement européens doutent de la démonstration de Colin Powell », *Le Monde*, 9 et 10 février 2003. L'Ecossais Rohan Gunaratna est l'auteur du livre *Al-Qaida. Au coeur du premier réseau terroriste mondial*, Autrement, Paris, 2002.

33. La majeure partie du Kurdistan irakien se trouve dans les zones d'exclusions aériennes imposées à l'Irak et très régulièrement bombardées par les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Le plaidoyer de Colin Powell (5 février 2003)

- Bagdad aurait un agent au sommet de la hiérarchie de l'organisation extrémiste Ansar Al-Islam, basée dans le Nord-Est de l'Irak. En 2002, suite aux opérations américaines en Afghanistan, cet agent aurait offert un refuge, dans la région, aux membres d'Al-Qaida. L'Irak hébergerait ainsi un réseau terroriste dirigé par Abou Moussab Zarkaoui, partenaire et collaborateur d'Oussama Ben Laden et de ses lieutenants³³.
- Zarkaoui s'est rendu à Bagdad en mai 2002 pour un traitement médical et a résidé dans la capitale irakienne pendant deux mois durant sa convalescence. Durant son séjour, près de deux douzaines d'extrémistes ont convergé sur Bagdad et y ont établi une base d'opérations.
- A partir de cette base en Irak, Abou Zarkaoui et son réseau peuvent diriger des activités terroristes au Proche-Orient mais aussi en France, au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie, en Allemagne et en Russie. Ils sont

d'ailleurs impliqué dans l'assassinat d'un diplomate américain en Jordanie en octobre 2002 et plusieurs opérations étaient projetées en Europe.

- Les liens entre l'Irak et Al-Qaida ne sont pas nouveaux. Au début des années 1990 et jusqu'en 1995 environ, Saddam Hussein et Oussama Ben Laden (alors au Soudan) sont parvenus à un accord en vertu duquel Al-Qaida ne soutiendrait plus des activités dirigées contre Bagdad. Des liens ont été noués entre de hauts responsables des services irakiens de renseignements et Al-Qaida. Deux de ses membres ont bénéficié d'une formation en armes chimiques et/ou biologiques à partir de décembre 2000. Un militant a été envoyé en Irak à plusieurs reprises de 1997 à 2000 pour obtenir une aide en ce qui concerne l'acquisition de poisons et de gaz.

Source : Colin Powell, *Remarks to the United Nations Security Council*, 5 février 2003.

étaient « déconcertés » par l'affirmation de l'administration Bush insistant sur l'existence d'un lien solide entre l'Irak et le réseau d'Oussama Ben Laden³⁴. Certains fonctionnaires à la CIA se plaignaient de ce que des officiels de haut rang exagéraient la signification de leurs investigations sur l'Irak, et en particulier sur ses liens potentiels avec le terrorisme.

A. Une thèse toujours infondée depuis mars 2003

Depuis l'occupation américaine, aucun élément concret n'est venu rétrospectivement étayer le lien entre l'Irak de Saddam Hussein et le réseau terroriste Al-Qaïda.

En juin 2003, le Comité des Nations unies chargé de surveiller les sanctions instaurées par le Conseil de sécurité contre le réseau Al-Qaïda et les groupes terroristes affiliés déposait un premier rapport qui ne mentionne nullement que l'Irak aurait servi de refuge pour des membres d'Al-Qaïda. « Aucun élément ne nous est apparu indiquant des liens entre l'Irak et Al-Qaïda », déclarait Michael Chandler, président du groupe de surveillance³⁵.

En juillet 2003, les autorités américaines capturent Ahmed Khalil Ibrahim Samir Al-Ani, l'officier de renseignement irakien supposé avoir rencontré Mohammed Atta, le cerveau des attentats du 11 septembre, en avril 2001 à Prague. Les résultats des interrogations de ce témoin clé du dossier n'ont toujours pas été divulgués³⁶.

Quoi qu'il en soit, les liens entre Al-Qaïda et le régime irakien ont servi à inscrire la campagne américaine contre l'Irak dans la guerre contre le terrorisme. Et même si la CIA elle-même n'y croit pas, 44 % des Américains estimaient encore au début de l'offensive que certains ou la plupart des pirates de l'air impliqués dans le 11 septembre étaient irakiens et 45 % étaient convaincus que Saddam Hussein était personnellement impliqué dans les attentats³⁷.

B. Saddam Hussein/Al-Qaïda : une menace monolithique

Un rapport retentissant publié en décembre 2003 par Jeffrey Record, de l'Institut d'études stratégiques du Collège de guerre de l'armée amé-

ricaine, critique sévèrement la guerre mondiale contre le terrorisme lancée par le gouvernement américain en réaction aux attentats du 11 septembre 2001³⁸.

Les Etats-Unis s'en sont en effet brutalement pris à une multitude d'ennemis considérés comme une seule et même menace indifférenciée : les Etats voyous, les pourvoyeurs d'armes de destruction massive (ADM), les organisations terroristes régionales et nationales, et le terrorisme proprement dit. L'administration Bush était ainsi particulièrement déterminée à faire d'Al-Qaïda et de l'Irak de Saddam Hussein une seule et même menace terroriste, monolithique.

Les deux entités sont pourtant intrinsèquement différentes. Elles ne présentaient pas non plus un même niveau de menace et n'étaient pas pareillement vulnérables à la dissuasion et à l'action militaire américaine.

Record conclut que « sous la bannière d'une guerre mondiale contre le terrorisme aux accents messianiques, le gouvernement américain a conduit les Etats-Unis à mener un combat injustifié et sans fin, contre des entités étatiques et non étatiques qui ne représentent pas de menaces sérieuses pour le pays ».

C'est, selon lui, une « guerre préventive inutile » qui s'est menée contre l'Irak, une guerre qui « ne participe pas à la guerre mondiale contre le terrorisme, mais a plutôt constitué un détournement de celle-ci ».

La revue spécialisée *Jane's Intelligence Digest* affirme elle aussi que les renseignements disponibles avant l'entrée en guerre ne justifiaient pas l'intervention américaine. Elle reprend l'argument de Record selon lequel non seulement les

34. « Efforts to Show Iraq-Qaëda Link Cause Friction within FBI and CIA », *The International Herald Tribune*, 3 février 2003.

35. First report of the Monitoring Group pursuant to resolution 1455 (2003), document des Nations S/2003/669 et Dafna Linzer, « U.N. draft report : No link between Iraqis, al-Qaëda », *Associated Press*, 26 juin 2003.

36. Vernon Loeb et John Mintz, « Iraqi Who Might Have Met with 9/11 Hijacker Is Captured », *The Washington Post*, 9 juillet 2003.

37. « Polls Suggest Media Failure in Pre-War Coverage », *Editor & Publisher*, 28 mars 2003.

38. Jeffrey Record, *Bounding the Global War on Terrorism*, Strategic Studies Institute, décembre 2003. En français, voir le résumé de son étude dans *Les Etats-Unis à contre-courant*, Les Livres du GRIP 271-72, GRIP-Editions Complexe, Bruxelles, mars 2003.

opérations en Irak sont une diversion dans la lutte contre le terrorisme mais minent encore davantage la sécurité intérieure des Etats-Unis³⁹.

L'assimilation du dossier irakien à la lutte contre le terrorisme s'illustre parfaitement dans les propos du secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, lorsqu'il affirme, après la guerre, devant le Sénat américain que « la coalition n'a pas agi en Irak parce que nous avons découvert des éléments inquiétants nouveaux quant à la poursuite par l'Irak de ses armes de destruction massive. Nous avons agi parce que nous avons considéré les éléments existants sous un jour nouveau, à travers le prisme de notre expérience du 11 septembre 2003 »⁴⁰. Rétrospectivement également, le président Bush déclare : « J'ai pris ma décision dans le contexte de la guerre contre le terrorisme »⁴¹.

Selon de nombreux experts, l'argument souvent utilisé pour justifier une guerre contre l'Irak et ses liens probables avec le terrorisme islamiste était de supposer que Saddam Hussein aurait pu céder des armes non conventionnelles à des groupes terroristes. Cette possibilité était d'ailleurs présentée comme le danger ultime auquel les Etats-Unis devaient faire face. Au-delà des intérêts divergents entre Saddam Hussein et Ousama Ben Laden, il est peu probable qu'un dirigeant, quel qu'il soit, détourne ses principales garanties en matière de sécurité vers des groupes qu'il ne peut pas contrôler, et qui par ailleurs pourraient à terme se retourner contre lui⁴².

Plus réalistement, la menace terroriste la plus plausible en matière d'ADM aujourd'hui proviendrait du vol ou de l'achat de matériel fissile ou d'armes nucléaires tactiques en provenance des stocks mal sécurisés de Russie et des autres anciens pays du bloc soviétique, notamment l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et l'Ukraine. La sécurité des avoirs nucléaires pakistanais, notamment la technologie et le savoir-faire, est également une préoccupation majeure. Face à ce risque, la manière la plus efficace – et la moins coûteuse à tous les niveaux – d'y remédier est de sécuriser les armes et le matériel nucléaires à leur source. Pour lutter efficacement contre le terrorisme lié à la détention d'ADM, une des priorités majeures des Etats-Unis aurait donc dû être de sécuriser les armes nucléaires peu protégées et les stocks de plutonium et d'uranium enrichi dans le monde.

C. Une riposte contre-productive

Le 16 octobre 2003, *USA Today* publie *in extenso* le texte d'un mémorandum que Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, adresse à ses plus proches collaborateurs et où il indique : « Nous manquons d'outils pour mesurer si nous gagnons ou perdons la bataille mondiale contre le terrorisme. Mon impression est que nous n'avons pas aujourd'hui fait de progrès vraiment décisifs »⁴³. Rumsfeld reconnaît que la cause du djihad contre l'Occident en général et les Etats-Unis en particulier n'a pas reculé. Bien au contraire, elle a fait de nouveaux adeptes.

1. Al-Qaida continue de se développer

Contrairement aux affirmations officielles de l'administration Bush, l'activité d'Al-Qaida et de ses partisans n'a en effet pas diminué depuis 2001, bien au contraire. Depuis février 2002, George Bush n'a d'ailleurs plus prononcé le nom d'Ousama Ben Laden dans ses discours. En effet, le leader d'Al-Qaida, instigateur des attentats du 11 septembre, reste introuvable malgré les efforts consentis dans le cadre de la guerre contre le terrorisme.

39. « The Emperor's New Clothes », *Jane's Intelligence Digest*, 15 janvier 2004.

40. Donald Rumsfeld, « Testimony on Iraq », audition devant l'Armed Services Committee du Sénat américain, Washington, D. C., 9 juillet 2003.

41. Propos tenus par George Bush sur ABC, 8 février 2004, extraits reproduits dans *Le Monde*, 10 février 2004.

42. David Isenberg et Ian Davis, *Unravelling the Known Unknowns : Why no Weapons of Mass Destruction have been found in Iraq*, BASIC Special Report, janvier 2004.

43. « Rumsfeld's war-on-terror memo », *USA Today*, 16 octobre 2003.

Les attentats attribués à Al-Qaïda depuis le 11 septembre 2001

- **Etats-Unis, New-York, 11 septembre 2001** : Les attentats du World Trade Center font 2792 morts
- **Tunisie, Djerba, 11 avril 2002** : Un attentat au camion piégé contre une synagogue tue 21 personnes.
- **Pakistan, Karachi, 8 mai 2002** : Un attentat contre un car de techniciens français fait 14 morts.
- **Yémen, 6 octobre 2002** : Un bateau piégé contre le pétrolier français Limburg fait 1 mort.
- **Indonésie, Bali, 12 octobre 2002** : Une bombe dans une discothèque tue 190 personnes.
- **Kenya, Mombasa, 28 novembre 2002** : Une voiture piégée contre un hôtel fait 16 morts.
- **Pakistan, Karachi, 28 février 2003** : Une fusillade contre le Consulat des Etats-Unis tue 3 personnes.
- **Arabie Saoudite, Riyad, 12 mai 2003** : Un triple attentat suicide fait 35 morts et 200 blessés.
- **Maroc, Casablanca, 16 mai 2003** : Des attentats suicides contre des restaurants et des hôtels font 45 morts et 100 blessés. Ils sont attribués à Salifiya Jihadiya, proche de Al-Qaïda
- **Indonésie, Jakarta, 5 août 2003** : Un attentat au véhicule piégé contre un hôtel fait 12 morts.
- **Arabie Saoudite, Riyad, le 8 novembre 2003** : Un attentat à la voiture piégée fait 17 morts.
- **Turquie, Istanbul** : 55 morts et 750 blessés lors des attentats du **15 novembre** contre deux synagogues et du **20 novembre** contre la banque HSBC et contre le Consulat britannique.
- **Espagne, Madrid, le 11 mars 2004** : L'explosion de plusieurs trains en provenance de la banlieue madrilène fait 200 morts et près de 1.500 blessés.

Sources : *La Libre Belgique*, 21 février 2002 et 21 novembre 2003, *Le Monde*, 14 novembre 2003, 6 janvier 2004 et 4 mars 2004, *Le Soir*, 18 décembre 2002, 12 janvier 2004 et 3 mars 2004, *Le Vif/L'express*, 28 novembre 2003, *Associated Press*, 13 mars 2004 et Terrorism Research Center <http://www.terrorism.com/>.

Tableau réalisé par Valérie Peclow

2. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni : des pays à haut risque terroriste

Selon le *Global Terrorism Index 2003/4*, le classement annuel du Centre de recherche sur les marchés internationaux (World Markets Research Centre – WMRC) basé à Londres, les Etats-Unis ont grimpé à la quatrième place sur la liste des pays à risques terroristes. Derrière la Colombie, Israël et le Pakistan, mais devant... l'Indonésie, l'Afghanistan, l'Irak, ou la Russie.

Quant au Royaume-Uni, il devient le pays européen le plus à risque, à la 10^e place du classement, non pas à cause de l'Irlande du Nord mais essen-

tiellement de part les probabilités de subir un attentat du type 11 septembre 2001.

3. Un sentiment d'insécurité inégalé

Dans son rapport annuel 2003, Amnesty International tire également la sonnette d'alarme. Malgré les sommes astronomiques déboursées pour lutter contre le terrorisme depuis le 11 septembre 2001, le sentiment d'insécurité atteint des sommets jamais égalés depuis la fin de la Guerre froide. Le rapport épingle aussi le fait que la lutte contre le terrorisme a servi de prétexte à de nombreux gouvernements, y compris les Etats-Unis et le Royaume-Uni, pour remettre en question les principes fondamentaux des droits de l'homme. La guerre en Irak a par ailleurs dominé l'agenda international, détournant l'attention d'autres problèmes cruciaux liés aux droits de l'homme⁴⁴.

En 2004, un sondage commandé à Gallup par les organisateurs du Forum de Davos et portant sur 51 pays démontre que la moitié des personnes interrogées estiment que la sécurité internationale est « faible » et que la prochaine génération vivra dans un monde encore moins sûr⁴⁵.

Les 10 pays les plus à risque en matière de terrorisme en 2003-2004

1. Colombie
2. Israël
3. Pakistan
4. Etats-Unis
5. Philippines
6. Afghanistan
7. Indonésie
8. Irak
9. Inde
10. Royaume-Uni et Sri Lanka

Source : *Global Terrorism Index 2003/4*, World Markets Research Centre, 18 août 2003.

44. Amnesty International, *Rapport 2003*, disponible à <http://web.amnesty.org/report2003/index-fra> et « War on terror has trampled on human rights, says Amnesty », *Press Association*, 28 mai 2003.

45. Eric Le Boucher, « Davos 2004 : le business tourne à plein, le reste va très mal », *Le Monde*, 17 janvier 2004.

4. Un anti-américanisme renforcé

De manière générale, la stratégie de l'administration Bush renforce fortement les tensions internationales et alimente ce qui s'apparente à un choc des civilisations. Et l'intervention en Irak contribue largement au phénomène. Pour John Esposito, professeur d'études islamiques à l'Université de Georgetown, « l'Irak est devenu un aimant pour les ennemis des Etats-Unis comme l'était l'Afghanistan au temps de la présence soviétique ». Selon lui, « il faudra des années pour faire reculer la haine de l'Amérique dans le monde musulman. La bataille pour les esprits est gagnée haut la main par les terroristes »⁴⁶.

Un autre argument, notamment évoqué par Paul Wolfowitz, était que le renversement de Saddam Hussein permettrait de réduire la menace terroriste en permettant aux forces américaines de quitter le sol saoudien (une revendication centrale d'Oussama Ben Laden). On peut se demander cependant si, et comment, le fait de remplacer la présence américaine en Arabie saoudite par une autre en Irak pourrait provoquer moins de ressentiment à l'égard des Etats-Unis dans la région.

La victoire militaire américaine en Irak se révèle très coûteuse pour la lutte contre le terrorisme, alors que l'objectif premier de l'administration était justement de diminuer la menace. Cette victoire

vient, de fait, renforcer un sentiment d'humiliation et d'injustice qui, on le sait, est une des causes profondes à l'origine du terrorisme du type Al-Qaida.

La plupart des experts avaient d'ailleurs prédit avant la guerre que celle-ci allait « booster » le recrutement pour le réseau et renforcer l'anti-américanisme dans une région déjà largement antagoniste envers les Etats-Unis et méfiante envers ses motivations. Dans de nombreux pays au monde, il est clair qu'après les énormes signes de sympathie qui ont suivi les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis sont devenus de plus en plus impopulaires au fil de leur marche guerrière contre l'Irak, poursuivie au nom du combat contre le terrorisme.

5. L'Irak : une nouvelle ligne de front

En Irak, les Etats-Unis ont finalement ouvert une nouvelle ligne de front, peut-être issue de la rencontre des deux organisations au départ antagonistes : les anciens membres du parti Ba'ath laïcs et les extrémistes religieux d'Al-Qaida, qui s'allient aux résistants à l'occupation⁴⁷.

Les attentats perpétrés à Kerbala et Bagdad, le 2 mars, contre la communauté chiite, ont été les plus meurtriers commis en Irak depuis la fin de la guerre. Ils ont été attribués à Al-Qaida par la coalition, sur base de documents retrouvés dans le pays au mois de février, indiquant que la mouvance Al-Zarkaoui tenterait d'entraîner l'Irak dans une guerre civile⁴⁸.

Dans un communiqué signé des Brigades Abou Hafs/Al-Qaida envoyé au quotidien Al-Qods Al-Arabi le 2 mars, Al-Qaida dément fermement. Le réseau rejette toute responsabilité dans les attentats anti-chiites, faisant porter la responsabilité sur les Etats-Unis, « le tyran du siècle », qui veulent « provoquer une sédition entre les musulmans en Irak »⁴⁹.

Les Etats-Unis de plus en plus impopulaires

Pourcentage de personnes considérant favorablement les Etats-Unis

	1999-2000	Été 2002	Été 2003
Allemagne	78 %	61 %	45 %
Brésil	56	52	34
Canada	71	72	63
Corée du Sud	58	53	46
France	62	63	43
Indonésie	75	61	15
Israël	–	–	79
Italie	76	70	60
Maroc	77	–	27
Nigéria	46	77	61
Pakistan	23	10	13
Russie	37	61	36
Turquie	52	30	15

Source : Pew Global Attitudes Project, chiffres repris dans Richard Bernstein, « Foreign Views of U.S. Darken Since Sept. 11 », *The New York Times*, 11 septembre 2003.

46. Eric Leser, « Guerre sans fin contre le terrorisme », *Le Monde*, 15 novembre 2003.

47. Pour une analyse des motivations liées à ces attaques, voir Mouna Naïm et Sophie Shihab, « La spirale des attentats », *Le Monde*, 13 novembre 2003.

48. « Un plan attribué à Al-Qaida a été saisi en Irak », *Le Monde*, 11 février 2004.

49. « Al-Qaida dément », Agence France Presse, 4 mars.

Quoi qu'il en soit, le Comité des Nations unies chargé de surveiller les sanctions contre le réseau Al-Qaida, dans son deuxième rapport daté du 2 décembre 2003, souligne que depuis que l'Irak est sous occupation, le pays est facilement accessible aux partisans de l'organisation terroriste et est même devenu un « terrain fertile » pour Al-Qaida⁵⁰.

Il est vrai que si l'usage de la force peut anéantir définitivement un Etat « voyou », elle peut tout aussi bien donner naissance à un Etat « en déliquescence », c'est-à-dire un Etat qui ne peut contrôler ses frontières, ni assurer la sécurité interne,

ni fournir les services de base à ses concitoyens. De tels Etats – songeons à l'Afghanistan et au Soudan, entre autres – posent des risques bien plus importants en matière de terrorisme. Et c'est bien la situation de l'Irak aujourd'hui sous administration américaine.

50. Second report of the Monitoring Group pursuant to resolution 1455 (2003), document des Nations unies S/2003/1070 et « ONU : l'influence d'Al-Qaida gagne du terrain – notamment en Irak », Centre de Nouvelles de l'ONU, 4 décembre 2003.

Les attentats meurtriers en Irak depuis le 1^{er} mai 2003 (bilan au 15 mars 2003)

Entre **début mai 2003** et **début février 2004**, le Commandement central américain a enregistré 4.700 attaques contre les troupes de la coalition, soit environ 17 par jour. En **septembre 2003**, on dénombrait 15 à 20 attentats par jour contre des cibles civiles ou militaires. En **octobre 2003**, la moyenne était de près de 30 attentats par jour. Certains jours de **novembre 2003**, jusqu'à 50 attaques étaient recensées contre les forces américaines.

Les attentats les plus importants sont les suivants :

7 août 2003 : 14 morts et 40 blessés dans l'explosion d'une voiture piégée devant l'ambassade de Jordanie à Bagdad.

19 août : 22 morts (dont l'émissaire spécial de l'ONU, Sergio Vieira de Mello) et une centaine de blessés lors d'un attentat suicide contre le siège de l'ONU à Bagdad.

29 août : 83 personnes tuées (dont le dignitaire religieux Mohammed Baqer Al-Hakim) et 175 blessés dans un attentat à la voiture piégée à Nadjaf.

27 octobre : 43 morts et 230 blessés dans cinq explosions dont l'une contre le siège du Comité international de la Croix-Rouge à Bagdad.

12 novembre : 19 Italiens et 9 Irakiens tués dans l'attentat contre une base italienne à Nassiriya (sud).

22 novembre : 18 Irakiens tués et 53 autres blessés dans un double attentat suicide contre des commissariats à Bagdad.

27 novembre : 19 morts et 120 blessés lors d'attaques visant des bâtiments publics et des bases d'armées étrangères à Kerbala.

14 décembre : 18 morts et 29 blessés dans l'explosion d'une voiture piégée devant le poste de police de Khaldiya (ouest de Bagdad).

18 janvier 2004 : 25 morts et plus d'une centaine de blessés lors de l'explosion d'une voiture piégée contre le quartier général américain à Bagdad.

1^{er} février : 105 personnes tuées et 133 blessés lors d'attentats suicides contre les sièges des deux principaux partis kurdes, le PDK et l'UPK, à Erbil (Kurdistan).

10 février : 53 morts et 75 blessés dans un attentat suicide devant un commissariat d'Iskandariya (sud de Bagdad).

11 février : 47 Irakiens tués et 52 blessés dans un attentat au véhicule piégé contre un centre de recrutement de la nouvelle armée irakienne à Bagdad.

14 février : 23 policiers irakiens tués lors d'attaques contre des postes de la sécurité irakienne à Falloujah.

18 février : Plus de 11 Irakiens tués, 58 soldats étrangers et 44 Irakiens blessés dans un double attentat à Hilla (sud de Bagdad).

23 février : Dix morts (dont les deux kamikazes) et 45 blessés dans un attentat suicide contre un commissariat de police d'un quartier kurde de Kirkuk (nord).

2 mars : Plus de 170 morts et 593 blessés lors d'attentats dirigés contre la communauté chiite à Kerbala et à Bagdad.

Sources : *La Libre Belgique*, 21 novembre 2003, *Le Monde*, 14 novembre 2003, 4 et 5 mars 2004, *Le Soir*, 3 mars 2004, *Le Vif/L'express*, 28 novembre 2003 et BBC (<http://newsvote.bbc.co.uk/>), Project on Defense Alternatives (<http://www.comw.org/>), The Terrorism Research Center (<http://www.terrorism.com/>), Wikipedia (http://en.wikipedia.org/wiki/Iraqi_resistance).

Tableau réalisé par Valérie Peclow

III. Le renversement de régime *Le mythe de la libération et de la reconstruction*

« Nous allons renverser l'appareil
de terreur et vous aider à bâtir
un nouvel Irak, prospère et libre. »
George W. Bush, « Address to the Nation
on War with Iraq »,
discours prononcé à Washington, D.C.,
17 mars 2003

A côté de la question incertaine des armes de destruction massive irakiennes, un argument secondaire – mais imparable celui-là – était censé convaincre les derniers sceptiques de l'utilité de mener une action musclée contre l'Irak. Maintes fois, les gouvernements américain et britannique ont rappelé le caractère autoritaire du régime irakien. Ils promettaient ainsi non seulement le renversement du « boucher de Bagdad », mais aussi la « libération » de son peuple et la « reconstruction d'un Etat libre, stable et démocratique ».

A. Le mythe de la libération

1. Les promesses de libération : l'argument par excellence

Depuis toujours, le colonialisme et l'impérialisme s'ornent de leurs plus beaux atours. Au Moyen-Orient, comme le rappelle Robert Fisk, c'est une obsession occidentale depuis un siècle : il faut « libérer » les pays de la région⁵¹. Ainsi, le 8 mars 1917, le général britannique Stanley Maud envahissait l'Irak afin de « libérer » son peuple de la tyrannie ottomane. A cette occasion, les soldats britanniques déclaraient venir « non pas en ennemis ou en conquérants, mais en libérateurs ».

L'histoire s'est répétée tout au long du 20e siècle. Il s'agissait, dans tous les cas, non pas d'« envahir » et d'« occuper » un territoire mais de « renverser » tyrans et dictateurs et de « libérer » un peuple opprimé. La dernière aventure guerrière américano-britannique n'échappe pas à la règle.

D'autant plus que le dictateur démoniaque que Washington et Londres sont venus renverser en vue de libérer son pays et y répandre la démocratie

était, dans les pires années de son régime, soutenu résolument par les pays occidentaux, en tête desquels on retrouve la France et la Russie mais aussi les Etats-Unis⁵². Dans les années 80, Saddam Hussein pouvait se permettre toutes les atrocités sans que la communauté internationale ne s'émeuve trop. La priorité à cette époque, ce n'était pas le peuple irakien, les Kurdes ni les Iraniens gazés : il fallait soutenir un dirigeant laïc arabe face à l'intégrisme chiite de l'Iran.

2. Choisir entre la peste ou le choléra

Il est évident que les Irakiens sont soulagés de la fin de la dictature de Saddam Hussein, la plus sanguinaire de la région. D'autant plus que, pour eux, le 20 mars 2003 ne représente qu'une étape dans une guerre incessante dont les bombardements réguliers et les sanctions dévastatrices les accablent depuis 1991⁵³.

Mais ils ne sont pas dupes pour autant. Selon un sondage publié en octobre 2003, réalisé par le Centre irakien pour les recherches et les études stratégiques et portant sur un échantillon de 1.620 personnes de plus de 18 ans, 67 % des Irakiens estimaient que les forces de la coalition sont une force d'occupation, contre 46 % lors de l'entrée des Américains à Bagdad le 9 avril 2003⁵⁴. C'est que la reconstruction de l'Irak, tant économique que politique, est plus ardue que ne l'avaient prévu les stratèges américains.

B. Gagner la paix après la guerre : le point faible de Washington

1. Un siècle d'interventions américaines : un bilan décevant

Dès 2002, de nombreux observateurs doutaient de ce que les Etats-Unis entreprennent, après avoir mené la guerre, une vaste reconstruction de l'Irak.

51. Robert Fisk, « N'oublions pas les leçons de l'Histoire », article paru dans *The Independent* et traduit dans *Le Courrier international*, 13-19 mars 2003.

52. Pour un bref résumé des liens entretenus entre Saddam Hussein et les Etats-Unis depuis les années 60, voir Alain Gresh, « Crimes et mensonges d'une libération », *Le Monde diplomatique*, mars 2003.

53. Michel Wéry, *La guerre de 1991 ne s'est jamais terminée*, Note d'analyse, GRIP, 14 février 2003.

54. « Deux tiers des Irakiens contre "l'occupation" », *Le Soir*, 24 octobre 2003.

Bilan d'un siècle d'interventions américaines

- Depuis 1900, 16 interventions américaines sur 200 ont débouché sur des entreprises de construction d'Etats.
- Sur ces 16 interventions, 2 sont des réussites incontestables : le Japon et l'Allemagne de l'Ouest, après la Seconde Guerre mondiale.
- 5 pays concernés sur 15 étaient des démocraties trois ans après le départ des troupes américaines.
- 4 sur 5 étaient encore des démocraties 10 ans plus tard.
- Sur les 16 interventions, 12 ont été menées de manière unilatérale.
- Dans ces 12 cas, aucun pays n'était encore une démocratie 10 ans plus tard.

Source : Minxin Pei et Sara Kasper, *Lessons of the Past*, Policy Brief, Carnegie Endowment for International Peace, mai 2003.

Ainsi, selon William D. Nordhaus, professeur d'économie à l'Université de Yale, dans tous les pays où Washington est intervenu militairement au cours des quatre dernières décennies, les bombardements ont rarement été suivis de travaux de reconstruction⁵⁵.

Selon le bilan dressé par Minxin Pei et Sara Kasper de la Carnegie Endowment for International Peace, sur les 200 interventions militaires américaines menées depuis 1900, 16 – soit 8 % environ – ont été des tentatives de *nation-building*, c'est-à-dire d'aide à la construction d'Etats stables et démocratiques⁵⁶.

Ces quelques cas ont rarement débouché sur des régimes démocratiques. Les Etats-Unis ont à leur actif deux réussites sans équivoque, à savoir le Japon et l'Allemagne de l'Ouest à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Trois ans après le retrait des troupes américaines, on considérait que la démocratie fonctionnait dans seulement 5 cas sur 15 (le cas afghan n'est pas pris en compte) ; et dix ans après le départ des forces américaines, la démocratie ne s'est maintenue que dans quatre cas.

Parmi ces 16 interventions, 12 ont été entreprises de manière unilatérale. Pour les auteurs, il existe un lien évident entre l'unilatéralisme et le succès de la transition démocratique. Dans la totalité des cas d'interventions unilatérales, cette stratégie n'a mené qu'à des échecs cuisants : dix ans après le retrait des troupes américaines, aucun des pays en question n'avait opéré de transition démocratique.

Dans un rapport dérangeant publié en mars 2004 par le Council on Foreign Relations, un groupe d'expert pointe également sur le manque d'enseignements tirés des précédentes interventions américaines pour la gestion de l'après-guerre en Irak. Ils rappellent ainsi que, tout au long des années 90,

l'implication des Etats-Unis dans des tentatives de reconstruction, que ce soit en Haïti ou au Timor oriental, avait révélé que la sécurité publique, la gouvernance intérimaire, le développement économique et le processus de transition politique étaient des défis extrêmement complexes nécessitant des ressources et qui, à chaque fois, avaient mis à rude épreuve les capacités des Etats-Unis et de la communauté internationale. Or, les défis de la politique américaine en Irak, étant donné les enjeux géopolitiques, le risque de conflit ethnique et de résistance armée ainsi que les difficultés politiques liées à l'administration d'une occupation, sont autrement plus complexes que ceux auxquels les Etats-Unis ont dû faire face auparavant⁵⁷.

2. L'exemple de l'Afghanistan

L'Afghanistan est l'exemple le plus récent de reconstruction entreprise par les Etats-Unis suite à une offensive militaire réussie. Mais les bombardements n'ont pas donné lieu à la réalisation du projet initial d'édification d'un Etat de droit. Rien ne peut même affirmer que ce pays soit stabilisé. Or, en septembre 2002, pour l'Afghanistan, les Etats-Unis avaient dépensé 13 milliards USD en effort de guerre mais le budget total du Pentagone engagé

55. William D. Nordhaus, « The Economic Consequences of a War with Iraq », dans Carl Kaysen, Steven E. Miller, Martin B. Malin, William D. Nordhaus et John D. Steinbruner, *War with Iraq. Costs, Consequences, and Alternatives*, American Academy of Arts and Sciences, novembre 2002.

56. Minxin Pei et Sara Kasper, *Lessons of the Past*, Policy Brief, Carnegie Endowment for International Peace, mai 2003. Pour une version française de ce rapport, voir Minxin Pei et Sara Kasper, « Leçons du passé : Bilan d'un siècle de *nation-building* américain », *Les Etats-Unis à contre-courant*, Les Livres du GRIP, n° 271-272, GRIP, Bruxelles, mars 2004.

57. *Iraq : One Year After*, Report of an Independent Task Force on Post-Conflict Iraq, sponsored by the Council on Foreign Relations, mars 2004.

pour les travaux civils ou l'aide humanitaire ne totalisait que 10 millions USD⁵⁸.

Pour Marina Ottaway, Thomas Carothers, Amy Hawthorne et Daniel Brumberg également, l'Afghanistan prête particulièrement à réfléchir⁵⁹. En dépit de l'optimisme généralisé au début de la période post-talibane et des promesses ronflantes de l'administration américaine de chapeauter la reconstruction démocratique, la situation politique, économique et sécuritaire du pays demeure trouble et précaire. L'échec du gouvernement américain à tenir les promesses d'un véritable engagement dans la reconstruction afghane laisse augurer du pire en ce qui concerne l'Irak.

Selon ces auteurs, le paysage irakien caractérisé par des forces idéologiques, religieuses et ethniques divergentes et par l'absence d'un leader incontesté va sans aucun doute nécessiter de la part de Washington un engagement soutenu dans les domaines politique, militaire et sécuritaire. Une tâche coûteuse et à long terme que les Américains ne semblent pas désireux d'entreprendre et à côté de laquelle les reconstructions de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon semblent bien peu de choses.

L'Irak possède en effet toutes les caractéristiques qui ont toujours entravé les transitions démocratiques : une population nombreuse, appauvrie, divisée en groupes ethniques et religieux, sans aucune expérience de la démocratie et dont la stabilité a toujours été le fait de gouvernements excessivement autocratiques. Par ailleurs, les Etats-Unis ne jouissent d'aucun atout pour opérer cette transition. Ils n'ont aucun lien historique avec le pays qu'ils ont conquis et comprennent le plus souvent mal la culture et la société irakiennes.

C. L'engagement américain en Irak

1. Une planification tardive et irréaliste

De l'avis de tous les spécialistes, la planification de l'après-guerre en Irak a été lamentable⁶⁰. D'abord, la concurrence était rude entre le département d'Etat et la CIA, d'une part, et le département à la Défense, de l'autre. Les premiers privilégiaient le maintien des structures étatiques de l'Etat irakien sur base desquelles pouvait s'édifier un Etat stable. Le Pentagone, soutenu en cela par le Vice-président Dick Cheney, privilégiait la « débaathification » complète de l'Irak, à l'image de la « dé-nazification » de l'Allemagne en 1945, et la

dissolution de ses institutions, notamment l'armée et la police. Dans cette âpre lutte de pouvoir, c'est finalement les faucons néo-conservateurs du département à la Défense qui l'ont emporté. Le 20 janvier 2003, le Pentagone crée le Bureau de la reconstruction et de l'assistance humanitaire (Office of Reconstruction and Humanitarian Assistance – ORHA), sous l'autorité du général Garner qui sera nommé premier administrateur de l'Irak, après la chute de Saddam Hussein.

Ce n'est donc que dans le courant du mois de février 2003, soit un mois avant la guerre, que les membres de l'administration Bush esquissèrent un plan pour l'après-guerre en Irak sur base de la thèse pour le moins ambitieuse et utopiste des conseillers du Pentagone. Les documents publiés à cette époque débordent d'optimisme quant à la capacité des Etats-Unis non seulement de remplacer le régime de Saddam Hussein mais aussi de changer la nature de l'Etat et les caractéristiques intrinsèques de la société irakienne.

Sous l'occupation militaire américaine, les officiels et les contractants américains allaient filtrer les services administratifs irakiens. Ils allaient en exclure les membres du régime et du parti Ba'ath et ne retenir que les fonctionnaires les moins liés à l'ancien gouvernement. Les Etats-Unis allaient également créer et entraîner une armée et une police « dé-baathisée ».

L'Agence américaine pour le développement international (USAID), chargée de la mise en œuvre de la reconstruction, publia un programme intitulé « Vision for Post-Conflict Iraq », tout aussi ambitieux⁶¹. Les contractants américains allaient superviser la réhabilitation de l'infrastructure irakienne et des services gouvernementaux, restaurant les services de santé pour 25 % de la population dans les 60 jours et pour 50 % en 6 mois. Ils allaient mettre en œuvre un nouveau programme

58. William D. Nordhaus, *op. cit.*

59. Marina Ottaway, Thomas Carothers, Amy Hawthorne et Daniel Brumberg, *Democratic Mirage in the Middle East*, Carnegie Endowment for International Peace, octobre 2002. Pour une traduction française de cette publication, voir *Les Etats-Unis à contre-courant*, Les Livres du GRIP, n° 271-72, GRIP, Bruxelles, mars 2004.

60. Voir notamment David Rieff, « Autopsie d'un gâchis », *Le Monde*, 10 novembre 2003, qui reprend les conclusions d'une enquête menée par le *New York Times Magazine* au sujet de la préparation de l'après-guerre.

61. US Agency for International Development (USAID), *Vision for Post-Conflict Iraq*, 19 février 2003.

d'instruction pour les écoles en un an. Ils allaient restaurer le réseau routier du pays et le réseau électrique tout aussi rapidement etc.

Bref, sur papier, et sur un coup de plume américaine, l'Irak allait, d'un pays centralisé et hautement hiérarchisé, se transformer en un modèle de progrès et de démocratie participative.

Mais dès que les troupes américaines et britanniques ont posé le pied sur le sol irakien, la réalité a rattrapé la fiction : la coalition était loin de contrôler la situation sans une présence en armes accrue et des opérations de répression.

2. Le réajustement de la politique américaine

Ne voulant pas – et ne pouvant pas – augmenter le nombre de ses soldats, les Etats-Unis ont donc opté pour une nouvelle politique. L'administration Bush a commencé à négocier une occupation brève, légère et le transfert rapide du pouvoir à une autorité irakienne intérimaire. Ce changement de politique s'est finalement manifesté, le 15 novembre 2003, par l'adoption d'un « Calendrier pour un Irak souverain, démocratique et sûr », entérinant de fait la passation de pouvoir entre l'Autorité provisoire de la coalition et les Irakiens représentés par un gouvernement provisoire, le 30 juin 2004, soit quelques mois avant les élections américaines de novembre 2004. A cette date, ce sont les diplomates du département d'Etat américain qui assumeront la responsabilité de la présence américaine en

Irak. L'Irak sera alors le pays disposant de la plus grande ambassade américaine au monde, avec plus de 4.000 fonctionnaires, dont 2.200 Américains.

La première étape de ce calendrier – l'adoption d'une « loi fondamentale » qui devait être signée avant le 28 février 2004 – ne s'est pas réalisée sans mal. La signature tant attendue a finalement pu être annoncée le 8 mars 2004 mais continue d'essuyer les critiques des chiites⁶². Enfin, il n'y a actuellement aucun consensus sur la manière dont sera instauré le gouvernement provisoire irakien.

3. Une politique contradictoire

Selon Martina S. Ottaway, ces deux modèles de reconstruction politique en Irak, qui ont chacun une logique et des impératifs différents, continuent d'être suivis de front par les Etats-Unis⁶³.

Premièrement, les Etats-Unis, comme ils s'y sont engagés, veulent aider l'Irak à créer une démocratie décentralisée et participative. Ce premier projet, très interventionniste, continue donc son petit bonhomme de chemin et, dans ce cadre,

62. Rémy Ourdan, « En Irak, l'opposition des chiites oblige à reporter la signature de la Loi fondamentale », *Le Monde*, 8 mars 2004 et « En Irak, l'ayatollah Al-Sistani critique la Loi fondamentale », *Le Monde*, 10 mars 2004.

63. Marina S. Ottaway, « One Country, Two Plans », *Foreign Policy*, juillet-août 2003.

Les principales échéances convenues entre le Conseil de gouvernement transitoire et l'administrateur Paul Bremer, le 15 novembre 2003

- 28 février 2004 : Adoption d'une « loi fondamentale ». Cette constitution provisoire devrait garantir les droits élémentaires, définir la structure d'un gouvernement transitoire et fixer les procédures de sélection des délégués à la convention constitutionnelle. Signée le 8 mars 2004, après de nombreuses réticences quant à la représentativité des différentes composantes de la société irakienne.
 - Fin mars 2004 : Signature d'accords bilatéraux définissant le statut des forces de la coalition en Irak.
 - 31 mai 2004 : Organisation des caucus locaux dans les 18 conseils provinciaux irakiens pour élire les délégués à l'Assemblée nationale provisoire. Formation d'une « assemblée transitoire » composée de personnalités élues par 18 conseils provinciaux. Ces derniers réuniront toutes les catégories sociales présentes dans la région comme par exemple des universitaires, des représentants tribaux, des associations professionnelles.
 - 30 juin 2004 : Désignation d'un gouvernement provisoire par l'Assemblée nationale provisoire qui assumera la souveraineté de l'Irak. Dissolution de l'Autorité provisoire de la coalition et du Conseil de gouvernement mis en place le 13 juillet 2003.
 - 15 mars 2005 : Assemblée constituante élue au suffrage universel qui rédigera une proposition de Constitution soumise à référendum.
 - Fin 2005 : Tenue d'élections nationales pour élire un nouveau gouvernement. Dissolution du gouvernement transitoire et abrogation de la « loi fondamentale » transitoire.
- Source :** Accord du 15 novembre 2003 : Calendrier pour un Irak souverain, démocratique et sûr, <http://www.iraqcoalition.org/government/AgreementNov15.pdf>

USAID distribue les juteux contrats de la reconstruction aux sociétés américaines. Mais parallèlement, les Américains prévoient un transfert rapide de l'autorité à un gouvernement irakien intérimaire.

Les Etats-Unis poursuivent donc une politique contradictoire. Alors que les forces de la coalition ont peu de contrôle sur le pays, des projets intrusifs de transformation politique et sociale ont peu de chances de réussir. Par ailleurs, espérer qu'une occupation légère et un transfert rapide de souveraineté produira la démocratie que les Etats-Unis ont promis aux Irakiens et au monde s'avère soit franchement cynique, soit excessivement optimiste.

4. Un avenir politique incertain

Le 26 février 2003, dans son discours sur le futur du peuple irakien prononcé devant le *think-tank* néo-conservateur American Enterprise Institute, George Bush déclarait que « les Etats-Unis n'ont nullement l'intention de déterminer la forme exacte du nouveau gouvernement irakien. C'est aux Irakiens qu'il appartient de faire ce choix »⁶⁴. Près d'un an plus tard, certains commentateurs, privilégiant le réalisme politique, assurent qu'il serait préférable d'instaurer une autocratie amie, plutôt qu'une démocratie ennemie où le principe « un homme, une voix » laisserait le champ libre à l'instauration d'une théocratie en Irak⁶⁵.

D. La reconstruction économique

1. Premiers échecs sans appel : l'insécurité généralisée et l'absence de services élémentaires

L'obstacle le plus immédiat à la reconstruction de l'Irak, c'est bien avant tout l'échec des forces d'occupation américaines d'assurer la sécurité publique et l'approvisionnement de la population en services élémentaires. La rapidité et l'ampleur de l'effondrement de l'ordre public en Irak a sans doute pris de court les concepteurs de l'offensive, dont le plan pour l'après-guerre était pour le moins inconsistant. L'administration américaine n'avait pas prévu que les forces rassemblées pour envahir l'Irak allaient être insuffisantes pour mener des opérations de police dès la fin des opérations militaires. Toujours est-il que, malgré un an d'efforts intensifs et le déploiement de près de 150.000 soldats de la coalition, l'environnement reste instable et peu sûr.

Sur le terrain, l'échec le plus visible de la reconstruction menée par les forces occupantes a été jusqu'à présent la lenteur avec laquelle les services élémentaires à la population – l'eau, l'électricité, les réseaux sanitaires – sont réparés. Cet état de fait entraîne un ressentiment grandissant parmi la population.

2. Halliburton and Cie

La reconstruction coûte cher mais les Américains étaient confiants. Il voulaient certes « libérer » l'Irak mais aussi le « libéraliser », le privatiser. Leur plan prévoyait ainsi la privatisation, dans les dix-huit mois de l'invasion, de toutes les sociétés d'Etat et la création d'une banque centrale indépendante, une institution qui n'existe dans aucun autre pays de la région⁶⁶.

La reconstruction de l'Irak – entreprise lucrative s'il en est – consacre le monopole des sociétés non seulement américaines mais également proches des membres de l'actuelle administration. La reconstruction ressemble plus à un juteux monopole opéré par Halliburton, Bechtel et autres sociétés proches de l'administration Bush.

Ainsi, selon une étude réalisée par le Center for Public Integrity (Centre pour l'intégrité publique), les entreprises américaines qui se sont vu attribuer, sans appel d'offres, pour 8 milliards USD de contrats de reconstruction en Irak (et en Afghanistan) ont largement financé les campagnes électorales de George Bush. Selon cette étude qui a duré plus de six mois, la plupart des dix plus gros contrats ont été accordés à des sociétés employant d'anciens hauts responsables du gouvernement ou qui entretiennent des liens étroits avec des membres du Congrès, des militaires haut gradés, voire les agences qui attribuent les contrats (principalement le Pentagone, le département d'Etat et USAID)⁶⁷.

64. George Bush, *The Future of Iraq*, discours prononcé devant l'American Enterprise Institute, 26 février 2003.

65. Jeffrey Record, *Bounding the Global War on Terrorism*, Strategic Studies Institute, décembre 2003. L'auteur rappelle à cet égard que c'est bien par les urnes qu'Hitler est arrivé au pouvoir en Allemagne en 1933. Se basant entre autres sur le cas algérien, ce scénario reste selon lui la principale pierre d'achoppement dans l'instauration de démocraties au Moyen-Orient.

66. « The U.S. Masterplan », *The Middle East Economic Digest*, 14 mars 2003.

67. The Center for Public Integrity, *Winfalls of War*, 30 octobre 2003.

Par ailleurs, une enquête sur le terrain, menée par le magazine américain *Southern Exposure*, a pu mettre au jour les surcoûts, les travaux non terminés et la colère de plus en plus exacerbée des Irakiens face au gaspillage et aux abus dans le processus de reconstruction telle qu'elle est menée par les Américains⁶⁸. Les principaux faits mis au jour par cette enquête sont les suivants :

(1) Malgré plus de huit mois de travail et des milliards de dollars dépensés, les pièces maîtresses de l'infrastructure irakienne (centrales électriques, réseau de téléphonie, systèmes d'évacuation des eaux usagées et réseaux sanitaires), soit n'ont pas été réparées, soit l'ont été si sommairement qu'elles ne fonctionnent toujours pas.

(2) L'entreprise Bechtel a reçu des dizaines de millions de dollars pour reconstruire les écoles irakiennes. Jusqu'à présent, la plupart des écoles n'ont pas été concernées et les quelques-unes que Bechtel déclare avoir reconstruites sont dans un état lamentable. Ainsi, une école « reconstruite » visitée par les journalistes était inondée par des eaux usagées.

(3) L'augmentation constante des coûts et le labyrinthe des sous-contractants laissent peu de moyens financiers pour les ouvriers qui mènent à bien les projets. Dans un contrat lié à des opérations de police, les gardes irakiens n'ont reçu que 10 % des montants alloués à leurs salaires. Les cuisiniers indiens de la firme Halliburton, filiale de Kellogg, Brown & Root, affirment ne gagner que 3 dollars US par jour.

L'enquête, la première du genre, révèle également que sur les 2,2 milliards USD que Halliburton a reçu sous forme de contrats, seuls 10 % ont servi à satisfaire les besoins élémentaires de la population, le reste ayant été dépensé en services fournis aux troupes américaines et à la reconstruction des oléoducs. Halliburton a également dépensé plus de 40 millions USD à la recherche infructueuse des fameuses armes de destruction massive.

E. La priorité donnée à l'usage de la force

Pour la plupart des observateurs américains, il est clair que les Etats-Unis sous-estiment systématiquement les difficultés des aspects non militaires des interventions militaires. Ils ne sont pas très réalistes dans ce domaine et peinent à allouer les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la paix après la guerre.

L'Irak ne fait pas exception. La planification militaire a nécessité plus d'un an et a été réalisée jusque dans les moindres détails. Les plans pour l'après-guerre ont, par contre, été moins minutieux. Non seulement, la planification fut rapide et moins prolixie en détails mais les aspects majeurs du paysage politique irakien n'ont pas été pris en compte. Les leçons tirées des précédentes interventions américaines à l'étranger ont également été ignorées, notamment sur la nécessité d'établir rapidement une force de police efficace dès les opérations militaires majeures terminées.

Il est d'ailleurs significatif que les efforts américains de reconstruction politique et économique soient placés sous le leadership du département à la Défense, sous le Bureau de la reconstruction et de l'assistance humanitaire (Office of Reconstruction and Humanitarian Assistance), une émanation du Pentagone destinée à piloter les opérations de reconstruction en Irak après la guerre.

De manière générale, les Etats-Unis ne traitent pas de la guerre comme de l'après-guerre. La priorité, tant politique que financière, est assignée à l'usage de la force, au détriment des autres instruments de pouvoir et d'influence que sont la diplomatie et l'aide économique. Ainsi, pour 2005, le budget du Pentagone sera de 401,7 milliards USD, alors que celui du département d'Etat de seulement 10,3 milliards USD. Au sein même de cette somme, seuls 19,336 millions USD sont assignés à des programmes d'aide internationale mais plus d'un quart du montant est destinés au financement d'aides militaires et à des programmes liés à la lutte contre le terrorisme⁶⁹.

Ces disproportions récurrentes entre les budgets habituellement alloués aux aspects militaires et ceux destinés aux programmes civils n'augurent rien de bon dans le cas de l'Irak. C'est plus vraisemblablement un pays à moitié reconstruit que les Etats-Unis laisseront derrière eux, où la réalité politique ne serait pas un modèle de démocratie mais serait, obligatoirement, en phase avec les intérêts américains, tant politiques qu'économiques.

68. Pratap Chatterjee et Herbert Docena, « Occupation, Inc. », *Southern Exposure*, Institute for Southern Studies, hiver 2003-2004.

69. Etats-Unis, Department of State and International Assistance Program, www.whitehouse.gov/omb/budget/fy2005/state.html.

IV. Démocratiser le Moyen-Orient L' « effet domino »

« Contrairement à Saddam Hussein, nous pensons que le peuple irakien mérite et est capable d'être libre. Et lorsque le dictateur sera parti, l'Irak pourra devenir pour l'ensemble du Moyen-Orient l'exemple d'un pays essentiel et pacifique qui se gouverne lui-même. Les Etats-Unis, avec d'autres pays, oeuvreront à promouvoir la liberté et la paix dans cette région. »

George W. Bush, « Address to the Nation on War with Iraq », discours prononcé à Washington, D.C., 17 mars 2003

En 2002, au fur et à mesure que la guerre s'annonce, l'administration Bush peaufine sa rhétorique sur la nécessité de démocratiser l'Irak et, dans la foulée, l'ensemble du Moyen-Orient. Au cours du mois de décembre 2002, tant le président Bush que le secrétaire d'Etat Colin Powell et le directeur de la planification politique au département d'Etat, Richard Haass, livrent plusieurs discours qui soulignent le « fossé démocratique » entre le Moyen-Orient arabe et le reste du monde, fossé dont la réduction serait un point essentiel de la lutte contre le terrorisme⁷⁰.

A. L'illusion de la démocratisation en chaîne

Les discours officiels de 2002 sur la démocratisation du Moyen-Orient sont pour le moins saisissants. Les Etats-Unis déclaraient vouloir renverser Saddam Hussein pour instaurer la démocratie en Irak, qui allait, par effet de domino, déclencher un raz-de-marée démocratique dans les pays arabes et le monde musulman.

Cette belle théorie a été abondamment reprise dans les discours américains pour ses effets de rhétorique mais sans aucune tentative d'explication. Comment en effet les Etats-Unis, grâce à un coup porté en Irak, allaient-ils déclencher une réaction de démocratisation en chaîne ?

Pour Marina Ottaway, Thomas Carothers, Amy Hawthorne et Daniel Brumberg, cet « effet do-

mino » est parfaitement illusoire. D'abord, parce que la démocratisation de l'Irak, première condition de la réaction en chaîne, reste un vœux pieux. Ensuite, parce que les conséquences qu'auront l'intervention américaine en Irak sur la région sont fondamentalement imprévisibles. Il est même probable que les suites d'un tel bouleversement se révèlent plutôt négatives⁷¹.

Même si les promesses de « libération » font, à juste titre, rêver les populations du Moyen-Orient, personne n'est dupe de la politique américaine, jugée impérialiste et interventionniste et qui y a toujours soutenu les régimes les plus autocrates, en fonction de leurs intérêts. Le manque de volonté des Etats-Unis de s'engager activement à mettre un terme au conflit israélo-palestinien symbolise trop bien, dans la région, la politique américaine des « deux poids deux mesures » vis-à-vis des pays arabes et musulmans.

Depuis l'occupation de l'Irak, ce sentiment d'injustice s'accroît. Si l'Irak occupé est devenu aujourd'hui un exemple, ce n'est pas celui de la « démocratie » ni de la « liberté » ; c'est celui de cette volonté impériale américaine qui non seulement s'impose de l'extérieur mais, de plus, par l'usage brutal de la force. Si le processus de transition devait à long terme mener à l'avènement d'une démocratie en Irak, le pays ne serait pas considéré comme un modèle à suivre, parce qu'il a été « libéré » par une intervention occidentale et non par un mouvement populaire irakien.

De nombreux observateurs font de plus remarquer que, dans le court et moyen terme, la démocratisation de la région risque d'amener au pouvoir des partis politiques islamistes, hostiles aux intérêts des Etats-Unis. Soucieux de leurs acquis, les Américains préféreront sans aucun doute les préserver en soutenant, comme ils l'ont toujours fait, des autocraties amies plutôt que des démocraties hostiles.

70. George Bush, *The Future of Iraq*, American Enterprise Institute, 26 février 2003 ; Colin Powell, *The U.S.-Middle East Partnership Initiative : Building Hope for the Years Ahead*, Heritage Foundation, 12 décembre 2003 ; Richard Haass, *Towards Greater Democracy In The Muslim World*, Council on Foreign Relations, 4 décembre 2002.

71. Marina Ottaway, Thomas Carothers, Amy Hawthorne et Daniel Brumberg, *Democratic Mirage in the Middle East*, Carnegie Endowment for International Peace, octobre 2002. Pour une traduction française de cette publication, voir *Les Etats-Unis à contre-courant*, Les Livres du GRIP, n° 271-72, GRIP, Bruxelles, mars 2004.

L'islamisme est cependant un élément incontournable du paysage politique des pays du Moyen-Orient, comme le sont en Europe les partis politiques chrétiens. Poursuivre l'ostracisme et la marginalisation des partis islamistes condamnerait la démocratie en réduisant au silence une voix qui trouve, qu'on le veuille ou non, un écho auprès d'un nombre considérable de citoyens. Par ailleurs, cette mise à l'écart fournit une merveilleuse justification aux gouvernements les plus répressifs pour contrôler d'une main de fer l'intégralité de la sphère politique et retarder ainsi le développement d'autres forces représentatives.

La démocratisation de la région ne peut donc être qu'un processus complexe, qui ne s'imposera pas de l'extérieur, par simple volonté américaine. Cela nécessite une politique déterminée et sur le long terme, basée sur le respect des différences sociétales, des histoires nationales et des asymétries culturelles et sur le dialogue et l'égalité des échanges.

B. Les dictateurs ne sont pas des dominos

Maintenant que les forces américaines et britanniques ont déboulonné Saddam Hussein, le président Bush et ses conseillers espèrent que la menace militaire est à même de déloger les dirigeants syriens, iraniens et nord-coréens qui soit soutiennent le terrorisme ou contrecarrent les intérêts sécuritaires américains.

Selon Thomas Carothers, l'expérience des dernières décennies montre que si le recours direct à la force militaire renverse effectivement les dictateurs, la menace militaire n'y arrive presque jamais⁷². Au contraire, les autocrates s'accrochent souvent au pouvoir face à une menace militaire extérieure. Cette menace peut même les renforcer en permettant au dictateur de retrouver une nouvelle détermination.

Aucun dictateur n'est éternel. Et aucun n'est insensible aux pressions exercées par la communauté internationale. Mais au-delà de l'influence extérieure, il est crucial de reconnaître que les dictateurs quittent le pouvoir avant tout lorsqu'ils en sont chassés de l'intérieur par leur propre population, galvanisée par des groupes politiques d'opposition, des acteurs de la société civile, des syndicats et des médias indépendants.

C. La libération de toute tutelle étrangère plutôt que la démocratie

Selon Hisham Sharabi, historien et professeur à l'Université de Georgetown, à Washington, ce que veulent les Arabes, ce n'est pas tant la démocratie que la libération de la domination étrangère.

Après de nombreuses années passés sous le joug colonial, les Arabes savent bien que la démocratie sous domination étrangère ne conduit pas à la liberté mais se résume à un asservissement à l'étranger. La liberté, la démocratie et le droit à l'auto-détermination ne s'acquièrent que par la lutte des peuples et non par imposition de l'extérieur⁷³.

C'est dire que l'inquiétude est grande dans la région de voir les Américains installer en Irak un régime politique vassal qui légitimise l'exécution d'un plan économique et géopolitique américain concernant l'ensemble de la région. Une sorte de *pax americana*, un nouveau colonialisme américain qui prendrait le prétexte d'une révolution démocratique et qui serait, bien évidemment, renforcé par la présence de troupes américaines⁷⁴.

D. La Libye et l'Iran : contre-prolifération vs. non-prolifération

Selon l'administration Bush, les revirements de la Libye et de l'Iran en matière de désarmement seraient le résultat de la menace que laisse planer la doctrine de guerre préventive énoncée par le président américain en 2002⁷⁵.

Du côté libyen, on affirme que le renoncement récent de la Libye à ses programmes de destruction massive est davantage la conséquence d'une initiative diplomatique patiente, déployée bien avant que le président Bush ne se lance à l'assaut du régime de Saddam Hussein. Le fils de Mouammar Kadhafi rappelle ainsi que les discussions américano-

72. Thomas Carothers, « Why Dictators aren't Dominoes », *Foreign Policy*, juillet-août 2003.

73. Hisham Sharabi, « L'indépendance avant la démocratie », extraits d'un article paru dans *Al-Hayat* (Londres) et traduits dans *Le Courrier international*, n° 659, 19-25 juin 2003.

74. Joseph Cirincione, « Reshaping the Middle East, The New American Colonialism », *The San Francisco Chronicle*, 23 février 2003.

75. « La guerre préventive, ça marche », article paru dans *USA Today* et traduit dans *Le Courrier international*, 12-18 février 2004.

libyennes s'étaient engagées dès 1999, donc avant qu'il ne soit publiquement question de guerre préventive et d'invasion de l'Irak⁷⁶.

Un républicain, conseiller de longue date du président Bush, affirme également que l'impact de la politique américaine sur le renoncement libyen est largement exagéré, Kadhafi ayant commencé à mettre fin à son isolationnisme depuis plusieurs années, lorsqu'il accepta d'extrader les suspects dans l'attentat contre le vol 103 de la Pan Am⁷⁷.

En Iran aussi, la pression exercée par les Européens et l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui privilégient la carotte sur le bâton, a davantage influé sur les décisions iraniennes de finalement signer le protocole additionnel du Traité de non-prolifération permettant des inspections surprises sur son territoire. Selon Ali Shakourirad, député réformiste du Parlement iranien, « la rhétorique de Bush n'a pas beaucoup d'effets sur notre politique, excepté qu'elle a rendu les efforts de détente avec les Etats-Unis encore plus difficiles »⁷⁸.

E. Un nouvel habillage : l'Initiative pour le Grand Moyen-Orient

Début 2004, dans la foulée, les Etats-Unis proposent à leurs alliés européens et leurs partenaires du G8 une « Initiative pour le Grand Moyen-Orient » (*Greater Middle East Initiative*) comportant deux volets : l'un politico-économique et l'autre sécuritaire⁷⁹. Le projet consiste à définir entre les Etats-Unis et leurs alliés une stratégie globale susceptible de remodeler un ensemble régional allant du Maghreb au Pakistan.

Le projet tire bien évidemment son inspiration de la théorie des « dominos démocratiques », chère à l'administration Bush. Ce qui est nouveau, c'est la volonté d'y intégrer officiellement les Européens.

Malheureusement pour ceux-ci, les Etats-Unis semblent reprendre à leur compte des initiatives déjà existantes. L'Europe n'a en effet pas attendu les Etats-Unis pour développer une politique particulière avec ses voisins moyen-orientaux à coups de milliards de dollars depuis 1995 et n'entend pas s'en laisser déposséder.

Une première analyse du document de travail portant sur le volet politique et économique de

l'initiative a pu être publié par le quotidien *Al-Hayat* et confirme que le texte reprend, de manière détaillée, les idées de coopération déjà mises en œuvre par l'Europe avec ses voisins méditerranéens dans le cadre du « Processus de Barcelone »⁸⁰. Selon les diplomates américains à l'OTAN, le volet sécuritaire prévoirait des relations plus étroites entre l'Organisation et certains pays du Moyen-Orient. Mais, font remarquer plusieurs commentateurs, c'est déjà le cahier de charges du Dialogue méditerranéen poursuivi entre l'Alliance atlantique et sept pays de la région (Algérie, Maroc, Tunisie, Mauritanie, Egypte, Jordanie et Israël).

Pour financer ce vaste projet, les Etats-Unis n'ont prévu jusqu'à présent que des crédits s'élevant au mieux à 150 millions de dollars.

La dimension sécuritaire du projet laisse par ailleurs songeur. L'idée des Etats-Unis avait été au départ de présenter l'entièreté de leur projet au Sommet de l'Otan à Istanbul. A Paris, on insiste déjà pour que ce volet soit clairement séparé des aspects politico-économiques mais il est plus que probable que ce soit l'aspect essentiel pour l'administration américaine.

Les pays concernés au premier chef, quant à eux, n'ont pas été officiellement informés, contrairement aux chancelleries européennes. L'initiative commence donc par une grave maladresse, à laquelle, il est vrai, les pays de la région sont habitués. Les éditoriaux d'*Al-Ahram* dénoncent ainsi le « nouveau colonialisme, qui comme l'ancien, dit vouloir nous apprendre la démocratie et le progrès ».

Par ailleurs, les dirigeants arabes sont préoccupés du fait que le projet ignore les deux dossiers

76. Patrice Claude, « Selon son fils, le colonel Kadhafi n'a pas renoncé au nucléaire à cause de la guerre contre Saddam », *Le Monde*, 11 février 2004.

77. David E. Sanger et Neil MacFarquhar, « Taking Look Back at the "Axis of Evil" », *The International Herald Tribune*, 20 janvier 2004.

78. *Ibidem*.

79. Pour une première analyse de ce projet, voir « Les Etats-Unis lancent leur projet d'un "Grand Moyen-Orient" », *Le Monde*, 27 février 2004.

80. L'Union européenne a elle aussi émis de nouvelles idées sur le développement de nouvelles coopérations avec les pays situés au-delà de la Méditerranée, dans « le Moyen-Orient au sens large ». Voir Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, *Renforcement du partenariat entre l'UE et le monde arabe*, document 15945/03, 9 décembre 2003.

régionaux principaux : le conflit israélo-palestinien et l'Irak.

Il est vrai que dans son dernier discours sur l'Etat de l'Union, George Bush omet de faire référence au conflit israélo-palestinien⁸¹. Cela en dit long sur l'intention de l'administration américaine de mettre sérieusement sous pression les parties en conflit pour instituer un cessez-le-feu, sans parler de la convocation de pourparlers de paix destinés à réaliser l'objectif de la « feuille de route » de créer un Etat palestinien d'ici 2005.

Il est tentant de penser que l'ensemble de l'initiative n'est guère plus que le nouvel habillage devant avant tout servir à présenter l'affaire irakienne sous un jour plus séduisant afin de vendre ce paquet-cadeau non seulement au reste du monde, et ainsi décharger la responsabilité américaine tant politique que financière sur d'autres épaules, mais aussi aux électeurs américains.

F. La maîtrise des armements au niveau régional : quand la politique dément la rhétorique

Vis-à-vis du Moyen-Orient, la rhétorique du président G. W. Bush et de son administration est particulièrement trompeuse. Ainsi dans son dernier discours sur l'Etat de l'Union de janvier 2004, le président américain réaffirme que le but des Etats-Unis, c'est « la paix démocratique – une paix fondée sur la dignité et sur les droits de chaque homme et de chaque femme. [...] notre grande République (est le) fer de lance de la cause de la liberté »⁸².

Pourtant, aucun pays au monde n'a octroyé plus de soutien, tant économique que militaire, à autant de dictatures et d'armées d'occupation au Moyen-Orient et dans le monde que les Etats-Unis. En termes monétaires, l'aide militaire américaine aux pays de cette région est six fois plus élevée que son aide économique⁸³. Ce ne sont pas les biens de consommation qui constituent la principale exportation commerciale des Etats-Unis vers le Moyen-Orient, ni la haute technologie, ni les denrées alimentaires. Ce sont les armements. Et pratique-

ment tous les bénéficiaires de ces systèmes d'armements sont des gouvernements qui se rendent coupables de violations massives et systématiques des droits de l'homme. Si l'on considère ces données, concrètes s'il en est, on ne peut que conclure que la politique américaine a peu avoir avec la paix ou la liberté.

L'article 14 de la résolution 687 du Conseil de sécurité du 3 avril 1991, relative à la neutralisation des armes biologiques et chimiques de l'Irak, note « que les mesures que doit prendre l'Irak en application des paragraphes 8 à 13 [de la présente résolution] s'inscrivent dans une démarche dont les objectifs sont de créer au Moyen-Orient une zone exempte d'armes de destruction massive et de tous missiles vecteurs ainsi que de parvenir à une interdiction générale des armes chimiques »⁸⁴.

Or, depuis lors, aucun élément n'est allé dans le sens d'un règlement régional de la question des ADM. En 2002, c'est au Moyen-Orient que les dépenses militaires ont connu la plus forte hausse. Elles ont en effet augmenté de 38 % par rapport à 1993⁸⁵.

Au lieu d'œuvrer vers une maîtrise des armements régionale, les Etats-Unis demeurent les principaux fournisseurs d'armements de toutes sortes vers cette région déjà saturée.

La maîtrise des armements au niveau régional devrait être une priorité pour la communauté internationale et dans le cadre du processus de paix israélo-palestinien. A cet égard, aucune mesure d'inspection n'est à l'ordre du jour vis-à-vis de l'arsenal nucléaire israélien.

81. George Bush, *State of the Union Address*, 20 janvier 2004.

82. *Ibidem*.

83. Stephen Zunes, *Misleading Rhetoric in 2004 State of the Union Address*, *Foreign Policy in Focus*, 21 janvier 2004.

84. Résolution du 3 avril 1991, document des Nations unies S/RES/687 (1991).

85. *SIPRI Yearbook 2003*, Oxford University Press, 2003 et Luc Mampaey, *Dépenses militaires et transferts d'armes internationaux*, Note d'analyse, GRIP, 10 février 2004.

V. Les coûts de la guerre

Les gouvernements sont généralement peu enclins à estimer le coût des guerres qu'ils mènent ou comptent mener. Il est vrai que l'exercice est rarement simple. Tant au niveau financier que stratégique, un conflit quel qu'il soit entraîne inmanquablement des impondérables. Il y a donc beaucoup de variables. Mais cet argument est aussi un alibi par excellence, surtout en pleine année électorale. Car, plus fondamentalement, estimer les coûts d'une guerre passée ou présente, face aux bénéfices qu'elle est censée engranger, revient à évaluer l'opportunité de la guerre elle-même. Dans le cas de la guerre en Irak, les autorités américaines et britanniques ne font pas exception. Que ce soit avant la guerre ou depuis l'occupation, elles sont restées particulièrement silencieuses quant aux coûts des opérations militaires et de l'administration et de la reconstruction de l'Irak.

A. Les suppléments accordés par le Congrès pour les années fiscales 2003 et 2004

Dès la fin 2002, Lawrence Lindsey, principal conseiller économique de la Maison-Blanche, estimait qu'une guerre contre l'Irak coûterait aux Etats-Unis entre 100 et 200 milliards USD⁸⁶. Jugant ces estimations trop élevées, la Maison-Blanche s'en est rapidement distanciee et Lindsey démissionnait de ses fonctions le 6 décembre 2002⁸⁷.

Dès la fin 2004 pourtant, les montants des différents suppléments au budget fédéral, deman-

dés jusqu'alors tant pour l'Irak que pour l'Afghanistan, dépassaient les chiffres de Lindsay.

B. Le coût de la guerre entre mars 2003 et mars 2004 : les estimations prudentes de l'administration

Le 16 avril 2003, Dov Zakheim, spécialiste des questions budgétaires auprès du département américain de la Défense, annonçait à la presse que jusqu'au 17 avril 2003, la guerre avait coûté entre 24 et 28 milliards USD⁸⁸. Ces chiffres incluent les opérations militaires liées au déploiement des troupes et du matériel (10 à 12 milliards USD), les 3 semaines et ½ de guerre (9 milliards USD) et le rapatriement des forces (5 à 7 milliards). On peut donc raisonnablement estimer que la guerre jusqu'au 17 avril 2003 est revenue à 26 milliards USD.

D'autre part, le 9 juillet 2003, dans une audition devant la Commission des services armés du Sénat américain, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, pressé par un sénateur, finit par déclarer que le coût de l'occupation de l'Irak « avoisine quelque chose aux environs de 3,9 milliards USD par mois »⁸⁹.

86. « Bush Economic Aid Says Cost Of Iraq War May Top \$100 Billion », *The Wall Street Journal*, 16 septembre 2002.

87. Pour une analyse des estimations dressées avant l'entrée en guerre, voir Caroline Pailhe, *Irak : Les coûts de la guerre*, Note d'analyse, GRIP, 14 février 2003.

88. Under Secretary of Defense (Comptroller) Briefing, United States Department of Defense, 17 avril 2003, disponible à <http://www.defenselink.mil/transcripts/2003/tr20030416-0113.html>.

89. Donald Rumsfeld, *Testimony on Iraq*, Senate Armed Services Committee, 9 juillet 2003, disponible à <http://www.defenselink.mil/speeches/2003/sp20030709-secdef0364.html>.

Les différents suppléments de budget demandés au Congrès par le président Bush pour la guerre et l'occupation de l'Irak, depuis 2003

- Le 3 avril 2003, le Congrès accordait un supplément de budget, pour l'année fiscale 2003, de 79 milliards USD dont 62,6 milliards allaient au Pentagone. Selon le rapport financier 2003, les opérations en Irak auraient coûté, en 2003, 51,5 milliards USD.
- Le 3 novembre 2003, le Congrès votait, pour l'année fiscale 2004, un supplément de 87,5 milliards USD dont au moins 70 milliards pour l'occupation et la reconstruction de l'Irak (51 milliards pour les opérations et 18,6 pour la reconstruction notamment des infrastructures médi-

cales, la fourniture de l'eau et de l'électricité, et la formation de la police).

Sources : Lisa Caruso, « Bush Signs \$79 Billion War Spending Package », *CongressDaily*, 16 avril 2003 ; United States Government, *Financial Report 2003*, p. 9, disponible à http://www.whitehouse.gov/omb/pubpress/fy2004/2003_financial_rpt.pdf ; « US Senate Approves \$87 Billion for Iraq », 4 novembre 2003, disponible à <http://www.rec-dev.com/newsroom/details.asp?id=349>.

Le coût d'un an de guerre (mars 2003-mars 2004) selon l'administration

Sur base de ces deux données, on peut estimer le coût total de l'opération en Irak du 20 mars 2003 au 20 mars 2004 (offensive proprement dite et occupation) à 70 milliards USD, au minimum.

Le calcul est le suivant : 26 milliards USD jusqu'au 17 avril 2003 (incluant le déploiement des troupes depuis 2002) et 42,9 milliards USD du 18 avril 2003 au 20 mars 2004 (11 mois à 3,9 milliards USD par mois).

C. Les estimations indépendantes

D'autres analystes font valoir qu'il n'est pas suffisant de ne considérer que les coûts actuels de la guerre, étant donné le déficit américain que le gouvernement américain prévoit, un des plus grands de l'histoire. Le projet Cost of War, notamment, tient compte de ces éléments et inclut dans ses estimations le paiement des intérêts sur le coût total de la guerre. Le chiffre auquel ils arrivent est, à la mi-mars, soit sur un an, de plus de 100 milliards USD⁹⁰.

Plus incisif encore, William Hartung, auteur de *How Much Are You Making on the War, Daddy? A Quick and Dirty Guide to War Profiteering in the Bush Administration*, estime que le contribuable américain a déjà déboursé jusqu'en mars 2004 environ 180 milliards USD⁹¹.

D. Comparons ce qui est comparable

70 milliards USD, comparé aux postes « civils » du budget américain

Coûts pour l'année fiscale 2004

- Education : 55 milliards USD
- Justice : 34 milliards USD
- Affaires étrangères : 29 milliards USD
- Ressources naturelles et environnement : 28 milliards USD
- Sciences et espace : 24 milliards USD
- Services sociaux, formations et politique de l'emploi : 20 milliards USD
- Développement économique : 14 milliards USD
- Énergie : 5 milliards USD

Source : Chiffres collectés par Chris Hellman du Center for Defense Information, repris dans *Update* : 9.11 Remembered, Arms Trade Resource Center, 11 septembre 2003.

70 milliards USD, comparé aux guerres menées par les États-Unis au 20^e siècle (en USD 2002)

- Première Guerre mondiale (1917-1918) : 190,6 milliards USD
- Deuxième Guerre mondiale (1941-1945) : 2.896,3 milliards USD
- Guerre de Corée (1950-1953) : 335,9 milliards USD
- Guerre du Vietnam (1961-1975) : 494,3 milliards USD
- Guerre du Golfe (1991) : 76,1 milliards USD (67 milliards USD ont été payés par des contributions en nature ou par les alliés)

Source : William D. Nordhaus, « The Economic Consequences of a War with Iraq », dans Carl Kaysen, Steven E. Miller, Martin B. Malin, William D. Nordhaus et John D. Steinbruner, *War with Iraq. Costs, Consequences, and Alternatives*, American Academy of Arts and Sciences, novembre 2002.

Toujours selon Donald Rumsfeld devant la Commission des services armés du Sénat, les opérations américaines en Afghanistan coûteraient « quelque chose autour des 700 millions par mois ».

Pour les deux théâtres d'opérations que sont l'Irak et l'Afghanistan, les États-Unis dépensent donc au minimum 5 milliards USD par mois.

Chaque mois, les États-Unis dépensent 5 milliards USD pour la guerre en Irak et en Afghanistan. Selon le *World Game Institute*, cette somme suffirait à éradiquer l'analphabétisme dans le monde.

Sources : The World Game Institute et « Sustainability, the Best Investment », Global Vision, disponible à <http://www.global-vision.org/sustainability/index.html>.

Rappelons également que, sur un budget fédéral total établi pour 2005 à 2.400 milliards USD, le budget ordinaire de la défense avoisinera les 401,7 milliards de dollars, voire 500 milliards USD, si on lui rajoute les budgets du département de la Sécurité intérieure et celui du département de l'Énergie

90. Voir le projet *Cost of War* sur le site du même nom <http://www.costofwar.com> créé par deux citoyens américains. Leur estimation est présentée sous forme d'un compteur en constante augmentation. Sur base de ce chiffre, ils ont calculé, notamment, pour les États-Unis, combien d'enfants pourraient bénéficier d'une assurance en soins de santé, combien d'étudiants auraient pu recevoir une bourse d'études universitaires pendant 4 ans, etc.

91. William Hartung, *Iraq and the Costs of War*, Foreign Policy in Focus Report, mars 2004.

duquel dépendent les programmes d'armement nucléaire, soit 20% du budget total⁹².

E. Le budget à moyen terme : l'incertitude

Lors de la présentation du budget américain 2005, les membres de l'administration Bush ont fait savoir que le coût des opérations militaires en Irak et en Afghanistan n'était pas repris dans celui-ci. Selon eux, cette omission s'explique par le fait qu'il n'y a pas moyen de savoir quelles sommes seraient nécessaires⁹³.

Selon Joshua Bolten, directeur du budget à la Maison-Blanche, la somme maximale que le gouvernement pourrait demander ultérieurement au Congrès pour la guerre en Irak ne dépasserait pas les 50 milliards USD, une demande qui ne serait pas formulée avant 2005, soit après les élections présidentielles⁹⁴.

Cette absence de planification quant aux engagements militaires et économiques à moyen terme crée un sentiment d'incertitude et empêche toute transparence dans un processus qui engage non seulement les responsables politiques américains mais aussi tout l'opinion publique.

Devant la Commission des services armés du Sénat, le 10 février 2004, les chefs d'Etat-major de l'Armée de terre, du corps des Marines et de la Force aérienne, soit trois des quatre grands corps d'armée des Etats-Unis, se sont dits inquiets du vide financier d'environ quatre mois entre la fin de l'année fiscale 2004 et la prochaine demande de supplément pour les missions en Irak et en Afghanistan. Les Marines et l'Armée de terre supportent une grande partie des coûts en fournissant la plupart des 110.000 soldats américain en Irak. L'Armée de l'air réalise, quant à elle, environ 150 missions par jour en soutien aux opérations dans ce pays⁹⁵.

F. Le budget de l'après-guerre : un choix politique

Selon les différentes estimations émanant de la Banque mondiale et de l'Autorité provisoire de la coalition, le coût de la reconstruction en Irak néces-

site entre 50 et 100 milliards USD⁹⁶. Sur base de ces analyses, le Congressional Budget Office (CBO) a publié un rapport en janvier 2004 qui tente de définir les besoins financiers de l'après-guerre⁹⁷.

L'analyse du CBO examine trois approches différentes de reconstruction et les coûts qu'elles engendrent, en fonction des objectifs et priorités politiques poursuivis et de la disponibilité des ressources.

Selon la première (approche 1), les objectifs visés seraient ceux dégagés par le rapport des Nations unies et de la Banque mondiale. Il s'agirait essentiellement de restaurer les infrastructures irakiennes à un niveau pré-1991 et de jeter les bases d'un gouvernement représentatif et d'une économie de marché. Cette approche pourrait revenir à 55 milliards USD jusqu'en 2007.

La seconde (approche 2) viserait à satisfaire les besoins immédiats (2004). L'infrastructure irakienne serait restaurée à son niveau d'avant mars 2003. Cette approche coûterait environ 18 milliards USD, dont une grande partie serait dépensée en 2004 et 2005.

La troisième (approche 3) viserait un objectif intermédiaire. Il s'agirait de satisfaire les besoins immédiats évoqués dans le rapport de la Banque mondiale et également les principaux besoins à moyen terme jusqu'en 2007. Cette approche nécessiterait entre 34 et 40 milliards USD.

92. Voir Budget of the United States Government, Fiscal Year 2005, 2 février 2004, disponible à <http://www.whitehouse.gov/omb/budget/fy2005/budget.html>. Voir également Luc Mampaey, « Un budget de destruction massive », *Les Nouvelles du GRIP*, 1/04.

93. Eric Schmitt et Robert Pear, « Plan Omits Costs in Iraq and Afghanistan », *New York Times*, 3 février 2004.

94. Richard W. Stevenson, « Bush Budget Focus : Anti-Terror Fight », *The International Herald Tribune*, 3 février 2004.

95. Eric Schmitt, « Service Chiefs Challenge White House on the Budget », *New York Times*, 10 février 2004.

96. Coalition Provisional Authority, *Request to Rehabilitate and Reconstruct Iraq : Summary of the Request*, 22 septembre 2003 ; *United Nations/World Bank Joint Iraq Needs Assessment*, octobre 2003 et Bechtel National, Inc., *Iraq Infrastructure Program : Assessment Report*, juin 2003.

97. Congressional Budget Office, *Paying for Iraq's Reconstruction*, janvier 2004

Les coûts de trois approches de reconstruction en Irak, 2004-2007 (en milliards USD)

	Approche 1	Approche 2	Approche 3
Secteurs évalués directement par les Nations unies et la Banque mondiale : électricité, eau et sanitaire, éducation, agriculture, transports, logement et urbanisme, santé, développement du secteur privé et programmes de mise à l'emploi, télécommunications, administration locale et société civile, déminage	35,819	9,301	19,826 à 26,061
Secteurs évalués par l'Autorité provisoire de gouvernement et fourni aux Nations unies et à la Banque mondiale : pétrole, sécurité, police et justice, environnement, culture, droits de l'homme, sciences et technologies, cultes, jeunesse et sport, affaires étrangères	19,440	8,240	14,240
Total	55,259	17,541	34,066 à 40,301

Source : Congressional Budget Office, *Paying for Iraq's Reconstruction*, janvier 2004, p. 16

VI. Le bilan humain

par Valérie Peclow

A. Les pertes militaires

1. Du côté de la coalition

Entre le 1^{er} mai 2003 et le 25 février 2004, le Commandement central américain a annoncé 407 tués parmi le personnel américain présent en Irak⁹⁸. Plus de 263 Américains seraient morts au combat.

Selon la même source, depuis le lancement de l'offensive en Irak en mars 2003 et jusqu'au 25 février 2003, le nombre total d'Américains morts au combat s'élèverait à 364.

Selon une source indépendante⁹⁹, de mars 2003 au 29 février 2004, les soldats de la coalition tués seraient au nombre de 641 : 545 Américains, 59 Anglais, 17 Italiens, 8 Espagnols, 5 Bulgares, 2 Polonais, 2 Thaïlandais, 1 Danois, 1 Ukrainien et 1 Estonien.

Plus de 3.000 soldats auraient été blessés.

La plupart des morts serait survenue après la fin officielle des combats annoncée par le Président Bush, le 1^{er} mai 2003.

Selon une source américaine indépendante, le « Project on Defense Alternatives », entre le 19 mars et le 1^{er} mai 2003, l'opération en Irak aurait coûté la vie à 201 soldats de la coalition dont 148 Américains¹⁰⁰.

2. Du côté irakien

Le Commandement central américain n'avance pas un nombre précis de morts dans les rangs irakiens. Les estimations oscillent entre 2.000 et 3.000 morts pour les seuls bombardements du 5 avril 2003 contre Bagdad¹⁰¹.

En juillet 2003, Reuters annonçait un total de 2.320 soldats irakiens morts depuis le début de la guerre¹⁰².

En novembre 2003, *The Guardian* rapportait qu'entre 13.500 et 45.000 soldats irakiens avaient été tués par les troupes américaines et anglaises durant la guerre¹⁰³.

Selon le « Project on Defense Alternatives », de 11.000 à 15.000 Irakiens, combattants et non combattants, ont été tués lors des principaux combats entre le 19 mars et le 1^{er} mai 2003. Parmi ces

morts, on compterait environ 30 %, soit entre 3.200 à 4.300 civils non combattants¹⁰⁴.

B. Les pertes civiles

Durant la guerre, plus de 150 personnes travaillant pour les Nations unies, des organisations d'aide internationale et des entrepreneurs étrangers ont été tués. 16 journalistes ont été également tués¹⁰⁵.

Selon des sources irakiennes, au 8 avril 2003, 1.252 civils auraient été tués et 5.103 blessés durant le conflit¹⁰⁶.

Suivant le décompte de l'Associated Press, au moins 3.240 morts civils ont été enregistrés du 20 mars au 20 avril 2003 par les 60 principaux hôpitaux du pays¹⁰⁷.

Le décompte du « Project on Defense Alternatives »¹⁰⁸ se base également principalement sur les rapports des hôpitaux et cimetières du pays ainsi que sur des témoignages directs et fiables. Le rapport publié par cette organisation couvre une période allant du 19 mars au 15 mai 2003 et fait état de 1.101 à 1.255 civils tués à Bagdad et de 1.278 victimes, majoritairement civiles recensées par les hôpitaux de Basra, Hilla, Najaf et Nasiriyah. Le principal cimetière chiite du pays, à Najaf, a procédé à 2.000 inhumations supplémentaires durant la guerre. 650 morts de civils ont été répertoriées lors de 37 incidents « collatéraux ». Des témoignages concernant essentiellement le nord de l'Irak rapportent la mort de plus de 200 personnes dans le

98. BBC News, http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/middle_east/3019552.stm.

99. Wikipedia, http://en.wikipedia.org/wiki/2003_invasion_of_Iraq_casualties.

100. CONETTA, Carl, *The Wages of War. Iraqi Combatant and Noncombatant Fatalities in the 2003 Conflict*, Project on Defense Alternatives, Cambridge, 20 octobre 2003, disponible à <http://www.comw.org/pda/>.

101. Wikipedia, *op. cit.*

102. Reuters, <http://www.alertnet.org>.

103. Voir <http://www.guardian.co.uk/Irak>.

104. Carl Conetta, *op. cit.*

105. Wikipedia, *op. cit.*

106. Abu Dhabi TV, cité par Wikipedia, *op. cit.*

107. <http://fr.news.yahoo.com>

108. Melissa Murphy et Carl Conetta, *Civilian Casualties in the 2003 Iraq War : A compendium of Accounts and Reports*, Project on Defense Alternatives, Cambridge, 21 mai 2003, disponible à <http://www.comw.org/pda/>.

premier mois qui a suivi la fin officielle de la guerre (munitions non explosées, mines...). 34 civils ont été tués par les troupes américaines pendant des manifestations de protestation et des troubles.

L'« Iraq Body Count Project »¹⁰⁹, qui comptabilise les pertes civiles irakiennes à l'exclusion de celles imputables au gouvernement irakien, estime entre 8.235 à 10.079 le nombre (non définitif) de victimes au 7 février 2004 dont 7.356 avant le 1^{er} mai 2003.

En octobre 2003, Human Rights Watch (HRW) dénonçait le fait que l'armée américaine ne conduisait aucune enquête sur les pertes civiles causées « par un recours excessif et non sélectif à la force à Bagdad »¹¹⁰ depuis la fin des opérations militai-

res. En se basant sur des témoignages dignes de foi, HRW rapporte que 94 civils irakiens auraient été tués par des soldats américains dans cette ville dans des circonstances discutables du point de vue du droit. Le rapport « Hearts and Minds : Post-war Civilian Deaths in Bagdad Caused by U.S. Forces »¹¹¹ de l'organisation confirme la mort de 20 Irakiens entre le 1^{er} mai et le 30 septembre 2003 dans des conditions qui nécessitent une enquête.

109. Iraq Body Count Project, www.iraqbodycount.net.

110. Human Rights Watch (<http://www.hrw.org/french/press/2003/irak102103.htm>).

111. Human Rights Watch, *Hearts and Minds : Post-war Civilian Deaths in Bagdad Caused by U.S. Forces*, octobre 2003, disponible à <http://www.hrw.org/reports/2003/iraq1003>.

Conclusion

A. Un premier bilan

1. Un an après le lancement des offensives contre l'Irak par les Etats-Unis et le Royaume-Uni, de manière unilatérale et en contradiction avec le droit international, les justifications avancées par les gouvernements américains et britanniques relevaient plus de convictions profondes que d'éléments concrets :

- D'abord, la guerre allait, après 10 ans d'échec, enfin désarmer Saddam Hussein. Des doutes persistaient en effet en 2002 quant aux armes de destruction massive et aux programmes d'armements développés en Irak. Mais de ces doutes, Londres et Washington ont construit de toutes pièces une terrible menace pour la sécurité internationale, une menace qu'il fallait éradiquer par la manière forte et immédiatement. Il est clair aujourd'hui qu'il y avait une alternative crédible à la guerre : la continuation du régime d'inspections qui, entre 1991 et 1998 et entre novembre 2002 et mars 2003, ont mené à bien leur mission de dissuasion, contrairement aux dires de Washington.
- Deuxièmement, il s'agissait de diminuer la menace terroriste, l'Irak entretenant des liens avec Al-Qaïda. Déjà avant la guerre, ces liens ne convainquaient pas les meilleurs spécialistes du terrorisme ni les services de renseignements. Mais depuis mars 2003, aucun élément concret n'est venu corroborer cette thèse. Par ailleurs, l'offensive américaine se révèle, sur le plan de la lutte contre le terrorisme, totalement contre productive. En s'attaquant à l'Irak au nom de cette lutte, les Etats-Unis ont opéré une diversion de taille dans les objectifs qu'ils s'étaient assignés. Non seulement la guerre en Irak a créé un nouveau front pour les terroristes internationaux, pour qui ce pays sous occupation agit désormais comme un véritable aimant, mais les activités terroristes continuent de se développer de plus belle, comme le montrent de façon effroyable les derniers attentats de Madrid, qui interviennent en réponse au soutien de l'Espagne à la campagne militaire américaine. De manière générale, la guerre a en effet accru le ressentiment anti-américain dans le monde ainsi

qu'un sentiment d'injustice et de rancœur face à la guerre, qui alimentent le terrorisme international.

- Le troisième objectif – le plus facile – a été atteint : Saddam Hussein a été renversé, et avec lui a disparu un régime brutal et sanguinaire. Mais la reconstruction de l'Irak, tant politique qu'économique, par les forces occupantes reste un vœu pieux. Le pays n'est pas sécurisé, le marché de la reconstruction est fermé et opaque, et peu d'avancées concrètes sont observables sur le terrain. Le processus de transition démocratique reste chaotique et incertain. Très optimistes avant la guerre, les Etats-Unis pensaient pouvoir transformer et réformer en profondeur la société irakienne. Mais devant l'immensité de la tâche et en pleine année électorale, ils semblent aujourd'hui privilégier un retrait rapide du pays, dont la première étape est la passation de pouvoir à un gouvernement provisoire irakien, le 30 juin 2004.
- Enfin, le « remodelage » du Moyen-Orient qui devait se faire en chaîne, par un « effet domino », à partir de l'exemple de l'Irak, est lui aussi compromis. D'abord, le manque de volonté des Etats-Unis de s'engager activement à mettre un terme au conflit israélo-palestinien symbolise trop bien, dans la région, la politique américaine des « deux poids deux mesures » vis-à-vis des pays arabes et musulmans. Même si les promesses de « libération » font, à juste titre, rêver les populations, personne n'est dupe de la politique américaine, jugée impérialiste et interventionniste et qui a toujours soutenu les régimes les plus autocrates en phase avec leurs intérêts. Depuis l'occupation de l'Irak, ces reproches s'accroissent. Si l'Irak occupé est devenu aujourd'hui un exemple, ce n'est pas celui de la « démocratie » ni de la « liberté » ; c'est celui de cette volonté impériale américaine qui non seulement s'impose de l'extérieur mais, de plus, par l'usage brutal de la force.

2. Ces quatre vues de l'esprit développées par Londres et Washington ont suffi en mars 2003 à légitimer une guerre qui, sur le terrain, loin des discours aux accents messianiques de la Maison-Blanche, a entraîné, depuis mars 2003, la mort d'environ 650 soldats de la coalition et entre 8.000 et 10.000 civils irakiens.

3. Pour éradiquer une menace inexistante et au nom de la lutte contre le terrorisme, les Etats-Unis ont dépensé au bas mot 70 milliards USD sur 12 mois de guerre pour des chimères. Malgré toutes les démonstrations de force américaines, Ousama Ben Laden, leader d'Al-Qaida et instigateur des attentats du 11 septembre 2001, reste introuvable et le terrorisme ne faiblit pas.

4. Sur le plan international, les dommages collatéraux de l'offensive américaine en Irak vis-à-vis du système international basé sur un multilatéralisme patiemment mis en place depuis la Deuxième Guerre mondiale et qui aurait pu révéler toutes ses promesses depuis la chute du Mur de Berlin sont énormes. L'onde de choc est encore palpable, tant en ce qui concerne la fracture transatlantique à l'OTAN, la division européenne entre la « vieille » et la « nouvelle » Europe qu'au niveau des Nations unies.

B. Les leçons à tirer

1. La dissuasion a fonctionné

Le président Bush suggérait qu'en « douze ans de diplomatie », « les efforts pacifiques visant à désarmer l'Irak ont tous échoué les uns après les autres »¹¹². Rien n'est moins faux. L'absence d'éléments démontrant que l'Irak n'a pas relancé ses programmes d'armes de destruction massive durant les quatre années où les inspections de l'UNSCOM étaient suspendues sont au contraire le signe que le système international a réussi à endiguer le régime irakien.

Aucune des mesures ne fonctionna exactement comme prévu et toutes rencontrèrent de la résistance. Mais elles apparaissent aujourd'hui comme relativement efficaces, puisqu'elles ont anéanti toute possibilité pour Saddam Hussein de reconstruire des armes de destruction massive.

Les sanctions sont loin d'être un outil parfait. Elles touchent des civils innocents, nécessitent une application internationale sans faille et fonctionnent mieux quand elles sont soutenues par un régime d'inspections. Mais dans de bonnes conditions, elles offrent très certainement une alternative efficace au recours à la force qui, c'est aujourd'hui plus clair que jamais, ne devrait être employé qu'en dernier recours.

Comme le soulignait David Kay après la remise de son rapport intérimaire, « lors d'environ 300 interviews de scientifiques, d'ingénieurs et de représentants de l'administration irakiens, nous avons été surpris de voir combien ils faisaient référence à l'impact des sanctions – réel et perçu – pour expliquer le comportement du régime de Saddam Hussein ». Et de conclure qu'il serait « nécessaire de réévaluer ce que nombre d'entre nous pensaient au sujet de l'impact des sanctions aux cours de toutes ces années »¹¹³.

2. Les inspections de l'UNMOVIC (2002-2003) et celle de l'UNSCOM (1991-1998) étaient efficaces

Les évaluations des missions d'inspection internationales, tant de l'UNSCOM en 1998 que de l'UNMOVIC en 2003, sont très proches des résultats des investigations menées sur le terrain après la guerre par les équipes des forces occupantes alors que celles-ci ont pu opérer en « territoire conquis ». La conclusion est donc irrévocable : les inspections ont pu contenir les programmes irakiens de développement d'armes de destruction massive au cours d'une décennie¹¹⁴.

3. Il y avait une alternative à la guerre, coûteuse et menée sans soutien international

Le choix posé à la communauté internationale n'a donc jamais été entre le recours à la force et la passivité, comme le laissaient entendre les partisans de la manière forte.

Il était en effet possible de :

(1) Permettre aux inspections de l'AIEA et de l'UNMOVIC de continuer leur travail d'inspections jusqu'à ce que les recherches et les analyses inspirent suffisamment confiance pour conclure que les programmes d'armement irakien ont été examinés en détails et démantelés.

112. George W. Bush, « Address on Iraq », discours prononcé à Cincinnati, Ohio, 7 octobre 2002.

113. Ken Firemen, « Iraq Weapons Debate », *Newsday*, 26 octobre 2003.

114. Voir Michel Wéry, *Les inspections de l'ONU : une solution à la crise irakienne ?*, Note d'analyse, GRIP, 14 février 2003.

(2) Démarrer un programme drastique d'« inspections coercitives » en renforçant le nombre d'inspecteurs, soutenus par l'instauration de zones sans survol aérien et de zones sans mouvements, comme l'ont proposé quelques semaines avant la guerre la France, l'Allemagne et la Russie¹¹⁵.

Cette alternative était par ailleurs nettement moins coûteuse, financièrement et en vies humaines. Les opérations militaires et l'occupation de l'Irak jusqu'en mars 2004 avoisineraient selon les chiffres officiels les 70 milliards USD, alors que budget annuel de l'UNMOVIC était d'environ 60 millions USD, soit 1.000 fois moins.

C. Des pistes pour l'avenir

1. En matière de lutte contre la prolifération

- Sur base des éléments qui ont été découverts en Irak, il est clair que les dimensions et l'urgence de la menace posée par les ADM irakiennes était largement surestimée. La logique et les éléments disponibles suggèrent que la probabilité que Saddam Hussein donne des ADM à des terroristes a également été exagérée par les gouvernements américains et britanniques. Par ailleurs, le sentiment que la dissuasion ne pouvait pas être utilisée de manière efficace contre l'Irak était infondée. S'ils veulent retrouver un minimum de crédibilité non seulement en Irak mais aussi sur la scène internationale, Londres et Washington ont maintenant un devoir de transparence face aux opinions publiques. Il faut que les deux gouvernements reconnaissent leurs erreurs dans la gestion de la crise.

Aussi bien au Royaume-Uni qu'aux Etats-Unis, la finalité des commissions d'enquête mises en place sous la pression politique et de l'opinion publique laisse déjà augurer qu'il s'agit davantage de court-circuiter les critiques que de faire la lumière sur les justifications de l'entrée en guerre. Analyser simplement les informations fournies par les services de renseignements ne fera que stigmatiser et mettre au pilori un bouc émissaire tout désigné. Il faudra laisser travailler des commissions d'enquête indépendantes, en dehors de toute pression politique afin d'expliquer comment les jugements sur l'Irak ont pu être aussi fallacieux.

- Il serait nécessaire, ensuite, de réexaminer la doctrine de la guerre préventive et de l'usage de la force dans la lutte contre la prolifération des ADM. L'usage de la force n'est pas un moyen ultime de désarmer un pays ou, tout au moins, d'anéantir son arsenal. Le pays est certes décapité mais au moins trois risques importants liés aux ADM demeurent : (1) perte de contrôle de l'arsenal après la chute du régime ; (2) fuite des scientifiques et des ingénieurs ayant participé à la fabrication des ADM qui par peur ou survie économique, peuvent proposer leurs services à d'autres proliférateurs, voire à des groupes terroristes et (3) envoyer de mauvais signaux aux autres gouvernements que seules les armes nucléaires peuvent prémunir d'une invasion étrangère et que jouer le jeu de la transparence ne sert à rien.

- Il est plus rentable, pour combattre la prolifération, de soutenir des solutions multilatérales et internationales basées sur le droit international. L'expérience de l'Irak, ainsi que les développements en Corée du Nord et en Iran, au Pakistan, en Libye, démontrent qu'il est impératif de développer une coopération internationale plus étroite et plus volontariste afin d'appliquer les normes et les règles visant à prévenir la prolifération des ADM et enjoindre les Etats qui ne les respectent pas à le faire.

- Face à l'onde de choc provoquée par la guerre en Irak, il sera nécessaire, dans les années à venir, de renforcer – voire réinventer – le régime global de non-prolifération. Pour ce faire, tous les Etats proliférants, quels qu'ils soient, doivent impérativement, eux aussi, considérer leurs propres arsenaux. La sécurité internationale à long terme, également pour les Etats-Unis, sera davantage renforcée par des normes définies de manière multilatérale plutôt qu'unilatérale.

2. En matière de lutte contre le terrorisme

- Les Etats-Unis se sont trompés de cible en attaquant l'Irak, mais aussi de méthode. Le terrorisme ne peut être combattu par la seule

115. Mémoire franco-germano-russe sur l'Irak soumis au Conseil de sécurité, le 24 février 2003.

répression et sûrement pas par des bombardements massifs et aveugles. D'abord, parce que cela revient à utiliser les mêmes armes que les terroristes et, dans cette confrontation brutale entre les Etats-Unis et Al-Qaida, à attiser les théories d'un choc entre civilisations, qui nourrissent un terrible cercle vicieux, celui de la spirale infernale de la répression et de la contre-répression, que l'on connaît trop bien pour le voir à l'œuvre tous les jours dans le conflit israélo-palestinien. La lutte contre le terrorisme, à court terme, doit d'inscrire strictement dans le droit et le respect de celui-ci.

- A plus long terme, et sans justifier ces actes terribles ni céder au chantage, il faut se donner la peine d'examiner les revendications exprimées afin d'en saisir les causes profondes et tenter d'y remédier dans une approche davantage préventive. Il faut en effet, comme le rappelait Malek Chebel, prendre le temps de « réfléchir à la marche du monde, notamment au plan économique » et y déceler les inégalités, les injustices, les arrogances aussi, qui nourrissent la rancœur et le terreau du terrorisme international¹¹⁶.

3. En ce qui concerne le Moyen-Orient

- Il est grand temps de rejeter l'idée qu'il est possible d'instaurer la liberté et la démocratie par les bombes ou que la liberté et la démocratie peuvent s'instaurer de l'extérieur.

La démocratisation de la région ne peut être qu'un processus complexe. Cela nécessite de la

part de la communauté internationale, et de la part de l'Union européenne en particulier, une politique déterminée et sur le long terme, basée sur le respect des différences sociétales, des histoires nationales et des asymétries culturelles et sur le dialogue et l'égalité des échanges.

- Il est également grand temps, dans la foulée de la guerre en Irak, d'envisager de manière déterminée le désarmement des pays du Moyen-Orient de manière régionale, en se référant à l'article 14 de la résolution 687 du Conseil de sécurité du 3 avril 1991, relative à la neutralisation des armes biologiques et chimiques de l'Irak, selon lequel « que les mesures que doit prendre l'Irak en application des paragraphes 8 à 13 [de la présente résolution] s'inscrivent dans une démarche dont les objectifs sont de créer au Moyen-Orient une zone exempte d'armes de destruction massive et de tous missiles vecteurs ainsi que de parvenir à une interdiction générale des armes chimiques »¹¹⁷.

La maîtrise des armements au niveau régional devrait être une priorité pour la communauté internationale et ce, dans le cadre du processus de paix israélo-palestinien. Telle est la tâche à laquelle l'Union européenne devrait s'atteler de toute urgence.

¹¹⁶. Interviewé par Gérald Papy dans *La Libre Belgique*, 15 mars 2004.

¹¹⁷. Résolution du 3 avril 1991, document des Nations unies S/RES/687 (1991).

Chronologie de la crise irakienne

par Federico Santopinto

2002

- 29 janvier, Washington** – Discours annuel sur l'état de l'Union : Bush accuse l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord de représenter l'axe du mal et de menacer la paix mondiale.
- 14 mai, ONU** – Adoption de la résolution 1409 du Conseil de sécurité qui prolonge de 6 mois le programme « Pétrole contre nourriture ». L'ONU adopte aussi un système de contrôle des produits irakiens à double usage (civil-militaire).
- 12 septembre, Washington** – Lors d'un discours face à l'Assemblée Générale de l'ONU, Bush accuse Saddam Hussein et l'intime de détruire ses armes de destruction massive. Il demande à l'ONU d'adopter une nouvelle résolution à ce propos.
- 17 septembre, Bagdad** – L'Irak accepte les inspections de l'ONU.
- 24 septembre, Londres** – Blair cite un rapport des services secrets britanniques selon lequel Saddam serait sur le point de développer des armes de destructions massives et une arme nucléaire. Selon ce texte, Saddam pourrait déployer son arsenal en 45 minutes.
- 11 octobre, Washington** – Le Congrès américain vote à large majorité l'autorisation à Bush de recourir à la force contre l'Irak unilatéralement.
- 16 octobre, Bagdad** – Saddam organise un référendum présidentiel : il obtiendrait 100% des voix avec un taux de participation de 100%.
- 8 novembre, ONU** – Adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1441. L'Irak doit désarmer sans conditions. Le recours à la force est envisagé.
- 25 novembre, ONU** – Les premiers inspecteurs de l'ONU arrivent à Bagdad.
- 4 novembre, ONU** – Renouveau du programme « Pétrole contre nourriture » pour 6 mois.
- 7 décembre, Bagdad** – En respectant les échéances imposées par l'ONU, Saddam présente un dossier sur son programme d'armement.
- 7 décembre, Bagdad** – Saddam présente ses excuses au peuple koweïtien pour l'invasion de 1990. Le Koweït rejette ces excuses.
- 30 décembre, ONU** – Adoption d'une nouvelle résolution (1454) qui renforce les sanctions en étendant la liste de biens dont l'exportation en Irak est interdite.

2003

- 23 janvier, Istanbul** – Sommet entre les pays avoisinant l'Irak (Turquie, Iran, Arabie Saoudite, Jordanie, Syrie). L'Egypte participe à la réunion.
- Janvier, Paris et Berlin** – Dans une déclaration conjointe, Paris et Berlin appellent à une solution pacifique de la crise en Irak, en se démarquant une fois pour toutes des propos belliqueux de Washington. Cette déclaration doit être vue comme le point culminant d'une convergence constante entre la France et l'Allemagne contre la guerre. Quelques jours auparavant, Donald Rumsfeld avait qualifié les pays européens sceptiques vis-à-vis du possible conflit en Irak comme faisant partie de la « vieille Europe ».

30 janvier, Bruxelles – Dans une déclaration commune, huit Etats membres de l'UE (République tchèque, Espagne, Portugal, Italie, Grande Bretagne, Hongrie, Pologne et Danemark) se déclarent solidaires avec les USA dans la lutte contre le terrorisme et contre la prolifération des armes de destruction massive. Cette lettre, qui a été adoptée en réponse à la prise de position de Berlin et Paris contre la guerre, enterme définitivement les espoirs de voir l'UE adopter une Position commune sur la question.

5 février, ONU – Colin Powell, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, prononce un long réquisitoire alimenté de photos satellites et de bandes sonores contre l'Irak et ses armes de destructions massives. Saddam est accusé de non-collaboration. Mais le Conseil de sécurité reste profondément divisé : si la Grande-Bretagne et l'Espagne soutiennent les positions des Etats-Unis, au contraire la France, l'Allemagne et la Russie considèrent que les preuves apportées par Powell justifient une reprise des inspections et non une attaque armée.

10 février, Paris, Berlin, Moscou – Adoption d'un document commun contre un recours à la force en Irak. Le texte propose un renforcement des inspections.

14 février, ONU – Blix et El Baradei présentent deux rapports. Blix affirme qu'aucune preuve n'indique que Saddam possède des armes de destruction massive, mais que rien ne peut l'exclure. De son côté, El Baradei déclare qu'aucune trace d'activité nucléaire n'a été retrouvée en Irak. Il demande toutefois un renforcement des inspections.

14 février, Paris – Le ministre des Affaires étrangères français Dominique de Villepin affirme, face à l'ONU, que la situation actuelle ne justifie pas un conflit armé. Il demande un renforcement des inspections.

15 février, Europe – Grandes manifestations contre la guerre en Europe. 10 millions de personnes descendent dans la rue.

17 février, Bruxelles – Le Conseil européen extraordinaire adopte une déclaration commune ambiguë, qui reflète les divisions au sein de l'Europe. On y affirme que la force ne devrait être utilisée qu'en dernier recours. Bagdad est intimée de coopérer immédiatement et totalement.

24 février, Paris, Londres et Moscou – Dans un Mémoire adressé au Conseil de sécurité de l'ONU, l'Allemagne, la France et la Russie confirment leur opposition à un conflit en Irak. L'objectif de désarmer Saddam Hussein est réaffirmé, mais les trois pays soulignent, en même temps, qu'aucune preuve évidente ne peut indiquer que l'Irak constituerait réellement une menace. Les trois pays considèrent que l'option militaire ne devrait intervenir qu'en dernier recours, et insistent sur la nécessité de renforcer le travail des inspections. Des propositions concrètes sont faites dans ce sens.

7 mars, ONU – Blix et El Baradei présentent leurs derniers rapports. Blix affirme que Saddam est entrain de collaborer. El Baradei souligne qu'aucune trace de programme nucléaire n'a été trouvée.

7 mars, Washington, Madrid, Londres – Proposition de résolution de l'ONU qui impose à l'Irak de désarmer d'ici le 17. Le Conseil de sécurité reste divisé.

17 mars, Washington – Bush parle à la nation. Il intime Saddam et ses fils de quitter le pays dans les 48 heures, faute de quoi les Etats-Unis attaqueront l'Irak. Bush affirme aussi que l'ONU ne s'est pas montré « ... à la hauteur de ses responsabilités ».

20 mars, Irak – Début de la guerre.

22 mars, Irak – Bagdad, Kirkouk, Bassora et Mossoul sont

- sous bombardement. Sous le front diplomatique, la Turquie a finalement concédé aux forces USA le droit de survoler son espace aérien. Selon certaines sources démenties par la Ankara, des troupes turques seraient entrées au Kurdistan irakien.
- 23 mars, Irak** – Bagdad et Tikrit subissent d'intenses bombardements. Les premières troupes d'élites américaines seraient déjà à une centaine de kilomètres de la capitale.
- 26 mars, Irak** – Bagdad est toujours sous les bombes. Un marché de la capitale aurait été atteint par un missile en provoquant 15 morts (sources irakiennes). Résistance farouche dans le sud du pays.
- 30 mars, Irak** – Guerre de communiqué. Les irakiens prétendent avoir abattu 2 hélicoptères Apache, les américains démentissent. Dans le sud, la ville de Bassora est complètement encerclée par les Britanniques, alors que dans le nord les Kurdes progressent lentement vers Kirkouk. Ils organisent aussi des assauts contre le groupe terroriste Ansar Al-Islam.
- 4 avril, Irak** – Les américains sont sur le point de prendre l'aéroport de Bagdad, à 20 kilomètres du centre.
- 9 avril, Irak** – Pénétration des troupes de la coalition à Bagdad. Un blindé américain tire sur l'hôtel Palestine, où est regroupée la presse étrangère. Deux journalistes sont tués. On assiste aux premiers pillages dans la ville.
- 10 avril, Irak** – Les Kurdes prennent Kirkouk. Image symbole de la destruction de la grande statue de Saddam Hussein près des hôtels Palestine et Sheraton.
- 11 avril, Irak** – Les Kurdes entrent à Mossoul sans combattre.
- 16 avril, Irak** – Le terroriste Abu Abbas est arrêté près de la frontière syrienne, où il tentait de fuir.
- 24 avril, Irak** – Tarek Aziz se rend.
- 1^{er} mai, Washington** – Les Etats-Unis déclarent la fin de la guerre et des combats majeurs. Mais à Bagdad la sécurité est encore loin d'être garantie.
- 6 mai, Washington** – Paul Bremer, ex ambassadeur et expert en terrorisme, est placé à la tête de l'administration civile en Irak. Il prend la place du général Jay Garner.
- 22 mai, ONU** – Le Conseil de sécurité abroge les sanctions économiques décrétées contre l'Irak en 1992. La Syrie, membre du Conseil, boycotte le vote.
- 27 mai, ONU** – Kofi Annan nomme Vieira de Mello chef des opérations de l'ONU en Irak.
- 21 juin, Washington** – Bush intervient à la radio pour faire face aux nombreuses critiques concernant les attaques continues que les soldats américains subissent depuis la fin officielle des hostilités. Le public américain se demande si la guerre est réellement finie.
- 4 juillet, Irak** – Le jour de la fête nationale américaine, une cassette audio avec la voix de Saddam Hussein incite les irakiens à résister contre les troupes d'occupation. D'autres cassettes audio suivront.
- 7 juillet, Irak** – Le général américain John Abizaid remplace le général Tommy Franks à la tête des forces alliées en Irak.
- 13 juillet, Irak** – Première réunion du Conseil gouvernemental irakien à intérim, composé de 25 membres. Le Conseil devra, entre autre, contribuer à la rédaction d'une constitution provisoire. Paul Bremer reste la principale autorité civile du pays.
- 18 juillet, Londres** – L'expert en armes chimiques et biologiques anglais David Kelly se suicide. Kelly avait travaillé comme consultant auprès du gouvernement de T. Blair sur la question des armes de destructions massives en Irak, dont l'existence est maintenant remise en doute. Une commission d'enquête est instituée (la commission Hutton). Bush et Blair sont accusés d'avoir exagéré la menace irakienne.
- 22 juillet, Irak** – Les forces spéciales américaines tuent les deux fils de Saddam Hussein, Uday et Qusay, réfugiés à Mossoul.
- 25 juillet, Tokyo** – Le Japon accepte d'envoyer des experts militaires en Irak, officiellement pour contribuer à la reconstruction du pays. C'est le plus important déploiement japonais depuis 1945.
- 19 août, Irak** – Une attaque suicide contre les bureaux de l'ONU à Bagdad fait 25 morts, dont Sergio Vieira de Mello, chef de l'ONU dans le pays. Tous les soupçons sont tournés vers Al-Qaida.
- 21 août, Irak** – Ali Hassan al-Majid, connu comme « Ali le chimiste », est arrêté par les troupes américaines. Ali est, entre autre, responsable du gazage de villages kurdes en 1987 ayant fait plusieurs milliers de victimes.
- 29 août, Irak** – Dans un terrible attentat à la mosquée de Najaf, symbole des chiites, 95 personnes perdent la vie, dont l'Ayatollah Al-Hakim. Al-Hakim, leader du Conseil suprême pour la révolution islamique, était revenu en Irak depuis l'Iran après la chute de Saddam Hussein.
- 5 octobre, Washington** – La Maison-Blanche réorganise le programme de reconstruction de l'Irak, auparavant géré par le Pentagone, et le place sous la responsabilité de Condoleezza Rice.
- 17 octobre, ONU** – Adoption de la résolution 1511 du Conseil de sécurité qui confère légitimité aux troupes alliées en Irak. La résolution insiste, toutefois, sur la nécessité de transférer au plus tôt les pleins pouvoirs aux irakiens.
- 23 et 24 octobre, Madrid** – Conférence des donateurs pour la reconstruction de l'Irak. 80 pays décident d'octroyer 13 milliards de dollars en faveur de la reconstruction du pays, auxquels s'ajoutent les 20 milliards prévus par les Etats-Unis. La Banque Mondiale et l'ONU avaient estimé que, pour les 4 prochaines années, l'Irak aura besoin de 56 milliards de dollars.
- 26 octobre, Irak** – Le vice-Secrétaire à la Défense américain, Paul Wolfowitz, échappe à un attentat à Bagdad.
- 9 décembre, Washington** – Une directive du Pentagone interdit aux entreprises des principaux pays opposés à la guerre de concourir aux appels d'offres de l'administration USA pour la reconstruction de l'Irak.
- 13 décembre, Irak** – Capture de Saddam Hussein près de Tikrit.

2004

- 19 janvier, Irak** – Plus de 100.000 chiites manifestent contre l'occupation américaine dans les rues de Bagdad. Ils demandent des élections. Les manifestants sont inspirés par l'ayatollah Al-Sistani. Il s'agit de la plus importante manifestation en Irak depuis la fin du conflit.
- 28 janvier, Londres** – La Commission d'enquête de Lord Hutton, instituée après la mort de David Kelly, blanchit définitivement Blair de toute responsabilité.
- 28 janvier, Washington** – Un responsable de la CIA, David Kay, admet que les rapports concernant les armes de destruction massive faits par la CIA contenaient de nombreuses erreurs.
- 31 janvier, Londres** – Suite aux conclusions de la Commission Hutton, qui blanchissent Blair, deux dirigeants de la BBC, Gavyn Davies et Greg Dyke, sont contraints de démissionner : lors de l'affaire Kelly, la télévision d'état

britannique avait accusé le Premier Ministre d'avoir délibérément gonflé et manipulé les rapports des services secrets sur les armes de Saddam.

1^{er} février, Irak – Dans deux terribles attentats qui ont fait en tout 109 morts, de nombreux leaders kurdes sont tués. L'attentat survient lors d'une célébration religieuse.

3 février, Londres – Le gouvernement britannique est contraint de nommer une commission d'enquête indépendante qui devra enquêter sur la crédibilité des rapports des services secrets britanniques quant à la possession d'armes de destruction massive de la part de Saddam Hussein. La Commission devra présenter ses résultats pour l'été 2004.

6 février, Washington – Bush nomme une commission d'enquête (la « Iraq Intelligence Commission ») qui doit investiguer sur la crédibilité des rapports de la CIA concernant l'existence des armes de destruction massive en Irak. La commission devra rendre ses résultats en 2005, après les élections présidentielles.

8 février, Londres – Dans une interview à la BBC, Blix critique la gestion du dossier irakien de la part de Bush et Blair. L'ancien inspecteur de l'ONU s'en prend en particulier au dossier des services britanniques présenté en automne 2002, selon lequel Saddam aurait été en mesure de déployer des armes de destruction massive en 45 minutes.

9 février, Irak – Les forces américaines trouvent un document qui indiquerait que Abu Musab Zarkaoui, un jordanien proche de Al-Qaida, serait à l'origine de nombreux attentats, dont celui contre l'ONU. Dans le document retrouvé, Zarkaoui aurait exprimé toute sa frustration pour l'apathie des irakiens face à l'occupation américaine.

10 février, Irak – Un attentat provoque la mort de 56 irakiens qui participaient à une formation pour policiers. Cette attaque n'est que la dernière d'une longue série d'attentats contre les irakiens qui collaborent avec les américains.

2 mars, Irak – Un terrible attentat contre la communauté chiite à Kerbala et à Bagdad fait près de 200 morts. C'est l'attentat le plus sanglant depuis la fin officielle des hostilités. L'attaque survient lors d'une importante fête chiite qui était interdite sous Saddam Hussein. Al-Qaida, et en particulier le Jordanien Zarkaoui, sont soupçonnés de vouloir déclencher une guerre civile entre communauté en Irak.

8 mars, Bagdad – Le Conseil gouvernemental irakien adopte une nouvelle constitution provisoire. Les négociations ont été difficiles, les chiites ayant retardé l'adoption du texte à cause de divergences sur l'octroi d'une ample autonomie aux Kurdes dans le nord de l'Irak.

Sources : *Le Monde diplomatique*, « L'Empire contre l'Irak – Chronologie 2001-2003 » <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/irak/a9677>; Centre for Strategic and International Studies (CSIS), « Low Intensity Conflict and National-Building in Iraq », http://www.csis.org/features/iraq_lowintensity.pdf; *The Guardian*, « Special Report Iraq » <http://www.guardian.co.uk/Iraq/0,2759,423009,00.html> et « British Politics and Iraq » <http://politics.guardian.co.uk/iraq/0,12956,915999,00.html>; Communication de la Commission européenne au Conseil et au Parlement européen : « Conférence de Madrid sur la reconstruction de l'Irak du 24 octobre 2003 », COM(2003) 575 du 1^{er} octobre 2003.



GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Fondé en 1979 à Bruxelles, le GRIP est un institut de recherche indépendant qui étudie les questions de défense, de sécurité et de désarmement. Par ses travaux, le GRIP veut contribuer à une meilleure compréhension de ces problématiques dans la perspective d'une amélioration de la sécurité internationale en Europe et dans le monde.

Adresse : rue Van Hoorde, 33
B -1030 Bruxelles
TEL: (32.2) 241.84.20
FAX: (32.2) 245.19.33
E.Mail: admi@grip.org
Website: <http://www.grip.org>

(bureaux ouverts du lundi
au vendredi de 8h30 à 13h et
de 13h30 à 17h)

Directeur : Bernard Adam

Coordination : Bernard Adam,
Luc Mampaey, Caroline Pailhe,
Marc Schmitz, Xavier Zeebroek

Recherche : Bernard Adam,
Georges Bergehezan, Ilhan
Berkol, Claudio Gramizzi, Luc
Mampaey, Félix Nkundabagenzi,
Sophie Nolet, Caroline Pailhe,
Valérie Peclow, Federico
Santopinto, Marc Schmitz,
Michel Wéry, Xavier Zeebroek

Secrétariat et administration :
Edith Grosse, Caroline Pailhe,
Chantal Schamp

Centre de documentation :
Valérie Peclow, Alain
Reisenfeld

Edition, relations publiques :
Denys Detandt, Sabine Fievet,
Sophie Nolet, Marc Schmitz

Informatique : Luc Mampaey

Conseil d'administration :
Bernard Adam (administrateur
délégué), Rik Coolsaet, Laurent
Dumont, Jean-Paul Marthoz
(président), Carl Vandoorne,
Guy Vaerman, Michel Wautelet.

LES PUBLICATIONS DU GRIP

Depuis sa fondation, le GRIP est surtout connu par son travail d'édition. Au fil du temps, les publications ont changé, tant au niveau du contenu, de la présentation que de la périodicité. Depuis l'automne 1997, elles se présentent sous trois formes :

1. Les Nouvelles du GRIP

Une lettre d'information trimestrielle de 8 pages: regard sur les grands dossiers du moment, nouvelles insolites, aperçu des activités du centre, etc. Cette lettre est envoyée d'office à tous les **membres du GRIP** en règle de **cotisation** de même qu'aux abonnés aux « Livres du GRIP ».

2. Les Livres du GRIP

Chaque année, le GRIP publie 5 ouvrages en collaboration avec les éditions Complexe, abordant les questions internationales dans les domaines de la géo-stratégie, de la défense et de la sécurité internationale.

Ces 5 ouvrages font partie de l'abonnement aux « Livres du GRIP » ; ils sont également disponibles en librairie et au GRIP.

3. Les Rapports du GRIP

Cette nouvelle collection (format A4, sans périodicité) valorise des travaux de recherche réalisés pour la plupart au GRIP.

Ces rapports sont envoyés d'office à tous ceux qui souscrivent un abonnement de soutien ; ils peuvent aussi être commandés au GRIP.

Tarifs 2004

	Belgique	Autres Europe	Autres Monde
1. Cotisation			
<i>Abonnement aux «Nouvelles du GRIP»</i>	15 euros 605 FB	16 euros 645 FB	18 euros 726 FB
2. Les Livres du GRIP			
<i>Abonnement annuel aux 5 livres¹ et aux «Nouvelles du GRIP»</i>	75 euros 3.025 FB	85 euros 3.428 FB	90 euros 3.630 FB
3. Abonnement complet²			
<i>Abonnement à toutes les publications (Rapports inclus)</i>	125 euros 5.042 FB	140 euros 5.647 FB	150 euros 6.050 FB
4. Abonnement de soutien	250 euros 10.084 FB	250 euros 10.084 FB	250 euros 10.084 FB

1. L'abonnement couvre 5 livres (équivalant à 10 numéros), plus le trimestriel «Les Nouvelles du GRIP».

2. L'abonnement annuel complet inclut la collection des Rapports (non périodiques), avec en moyenne six parutions par année.

Vous souhaitez vous abonner ?

Vous pouvez le faire par téléphone (02/241.84.20), par fax (02/245.19.33), par Email (publications@grip.org) ou en nous envoyant votre demande d'abonnement, accompagnée de votre paiement, au GRIP, rue Van Hoorde 33 B-1030 Bruxelles.

Modes de paiement : **Belgique** (virement au compte 001-1711459-67 du GRIP à Bruxelles; virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; bulletin de virement) / **France** (chèque barré; mandat postal international) / **Luxembourg** (soit verser au CCP 86464-37 du GRIP à Luxembourg; soit envoi d'un chèque au GRIP, libellé en FL) / **Autres pays** (virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; mandat postal international) / **Autre moyen de paiement** (carte de crédit - VISA, Eurocard, Mastercard - Précisez votre n° de carte et la date d'expiration).

Les Rapports du GRIP

- | | |
|--|--|
| <p>1/97 Ex-Yougoslavie - L'embargo sur les armes et le réarmement actuel, Georges Berghezan, 32p., 7,44 euros.</p> <p>2/97 FN Herstal : Quel avenir pour la tradition armurière ?, Luc Mampaey, 20p., 4,96 euros.</p> <p>3/97 Burundi : trafics d'armes et aides militaires, Human Rights Watch, 60p., 11,16 euros.</p> <p>1/98 L'industrie belge de défense - Adaptation, consolidation et mythe de la reconversion, Luc Mampaey, 84p., 12,39 euros.</p> <p>2/98 Kosovo : poudrière des Balkans, Sevdî Zymberaj et Bernard Adam, 21p., 7,44 euros.</p> <p>3/98 Concepts et potentiels nucléaires 1999-2000, André Dumoulin, 35p., 7,44 euros.</p> <p>4/98 La Belgique et les satellites de renseignement, André Dumoulin, 23p., 4,96 euros.</p> <p>5/98 Le programme HAARP : science ou désastre ?, Luc Mampaey, 84p., 11,16 euros.</p> <p>1/99 Les armes non létales - Une nouvelle course aux armements, Luc Mampaey, 40p., 8,68 euros.</p> <p>2/99 La guerre du Congo-Kinshasa - Analyse du conflit et transferts d'armes vers l'Afrique centrale, Georges Berghezan et Félix Nkundabagenzi, 54p., 9,92 euros.</p> <p>3/99 Post-Cold War Conversion in Europe - Defence Restructuring in the 1990s and the Regional Dimension, collectif, 104p., 17,35 euros.</p> <p>1/00 La détention d'armes par les civils - Armes à feu : un enjeu en matière de Santé publique, Sophie Nolet, 44p., 8,68 euros.</p> <p>2/00 Marquage et traçage des armes légères, Ilhan Berkol, 72p., 14,87 euros.</p> <p>3/00 Bilan de la guerre du Kosovo : Résultat des frappes - Fin du conflit - La reconstruction - La situation en Serbie-Monténégro, Valérie Peclow et Bernard Adam, 56 p., 9,92 euros.</p> <p>4/00 National Missile Defense - Le retour de la guerre des étoiles et les enjeux stratégiques, Aris Roubos et Michel Wautelet, 60p., 9,92 euros.</p> <p>5/00 L'Union européenne et la prévention des conflits africains, Félix Nkundabagenzi, 28p., 7,44 euros.</p> <p>6/00 Groupe Herstal S.A. - L'heure des décisions, Luc Mampaey, 34p., 7,44 euros.</p> <p>7/00 La disponibilité des armes légères illicites - Comment combattre cette menace internationale, Peter Lock, 34p., 7,44 euros.</p> <p>1/01 Le micro-désarmement - Le désarmement concret en armes légères et ses mesures associées, Michel Wéry avec la contribution de Georges Berghezan et Félix Nkundabagenzi, 64p., 13 euros.</p> | <p>2/01 Le réarmement de la Sierra Leone - Un an après l'accord de paix de Lomé, Eric G. Berman, une étude de Small Arms Survey, 42p., 8,50 euros.</p> <p>3/01 La disponibilité des armes à feu - Quel impact sur la sécurité et la santé publique ?, collectif, 40p., 8,50 euros.</p> <p>4/01 La conférence des Nations unies de juillet 2001 sur les armes légères - Analyse du processus et de ses résultats, Ilhan Berkol, 58p., 11 euros.</p> <p>5/01 L'ONU face au terrorisme, Sandrine Santo, 38p., 8,50 euros.</p> <p>1/02 La Chine et la nouvelle Asie centrale - De l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après-11 septembre, Thierry Kellner, 40p., 8,50 euros.</p> <p>2/02 L'Union européenne et la prévention des conflits - Concepts et instruments d'un nouvel acteur, Félix Nkundabagenzi, Caroline Pailhe et Valérie Peclow, 72p., 13 euros.</p> <p>3/02 L'Inde et le Pakistan - Forces militaires et nucléaires en présence, Françoise Donnay, 40 p., 8,50 euros.</p> <p>4/02 Les exportations d'armes de la Belgique, Bernard Adam, Sarah Bayés, Georges Berghezan, Ilhan Berkol, Françoise Donnay, Luc Mampaey et Michel Wéry, 72 p., 13 euros.</p> <p>1/03 Les relations arméno-turques - La porte close de l'Orient, Burcu Gültekin et Nicolas Tavitian, 32p., 7 euros.</p> <p>2/03 La crise ivoirienne - De la tentative du coup d'Etat à la nomination du gouvernement de réconciliation nationale, Claudio Gramizzi et Matthieu Damian, 45p., 9 euros.</p> <p>3/03 Enfants soldats, armes légères et conflits en Afrique - Les actions de la coopération au développement de l'Union européenne et de la Belgique, Claudio Gramizzi, Félix Nkundabagenzi, Sophie Nolet et Federico Santopinto, 44p.</p> <p>4/03 Questions juridiques sur la régionalisation des licences d'armes, Nicolas Crutzen, 28p., 7 euros.</p> <p>1/04 Controlling arms brokering - Next steps for EU member states, Holger Anders, 34p., 7 euros.</p> <p>2/04 Bilan d'un an de guerre en Irak - Analyse des coûts et des éléments déclenchants, Caroline Pailhe avec la collaboration de Valérie Peclow et Federico Santopinto, 52p., 9 euros.</p> |
|--|--|

Les « Rapports du GRIP » sont peu diffusés en librairie. Avant tout disponibles au GRIP.